

TABLE DES MATIÈRES

Baccalauréats à rabais?, une enquête de La Presse	2
LA PRESSE / LE SOLEIL : L'avenir du Québec repose sur le savoir, par Heather Munroe-Blum, Présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec – Le lundi 21 avril 2008 / Le samedi 19 avril 2008	2
LA PRESSE : Baccalauréats à rabais – Lundi 14 et Mardi 15 avril 2008	2
ÉDITORIAL :: Crise universitaire, par Nathalie Collard - Le mardi 15 avril 2008	2
Plus d'étudiants, plus de revenus - Le mardi 15 avril 2008	2
L'université, à petite dose - Le mardi 15 avril 2008	3
Des diplômés et des chiffres - Le mardi 15 avril 2008	3
Chronique : Le niveau baisse, par Michèle Ouimet - Le lundi 14 avril 2008	3
Nos universités, usines à diplômés - Le lundi 14 avril 2008	4
Quelques chiffres - Le lundi 14 avril 2008	5
L'université, bientôt une école secondaire? - Le lundi 14 avril 2008	5
Les étudiants reçoivent une formation de qualité, assure la CREPUQ - Le lundi 14 avril 2008	5
Quand on se compare - Le lundi 14 avril 2008	6
Forum - Le Mardi 15 avr 2008	7
Usines à diplômés: vos réactions - Le lundi 14 avr 2008	9
Les confidences d'un naufragé, par Serge Cantin, professeur de philosophie	9
Un «vieux» problème caché, par Danielle Beauregard	9
Différences d'un programme à l'autre, par Jocelyn Huot	9
Un programme vide, par Vanessa Gragnani, Bac en Éducation préscolaire et éducation primaire	9
Un sujet tabou, par Louis Ladouceur	9
Une formation utile et pertinente, par Claudia Pérez-Levesque	10
À Laval aussi, ce n'est pas facile, par Jean Chouinard, Étudiant en design graphique	10
Un problème qui n'est pas récent, par Paul Morneau	10
Le tableau n'est pas tout noir, par Luu Lan Le, Montréal	10
Témoignage d'un étudiant, par David Patenaude	11
Quand on pourrait faire plus court, par Marc-André Caron	11
Médiocrité des étudiants vs médiocrité de l'enseignement, par Anne-Michèle Fortin	11
Des nuances à apporter, par Benoit Rousseau, Analyste	11
Le facteur économique, par Alexandre	11
Ça diffère selon les domaines, par Myriam Francoeur	11
Formation en travail social, par Bibiane Dutil	12
Décourageant, effectivement..., Julie Savard, Laval	12
La formation universitaire, j'y crois, Virginie Bertrand-Gaucher, Récréologue	12
Le dévouement des chargés de cours, Alexandre Grimard Latulippe, Étudiant en Relation Industrielle	12
Réaction d'une étudiante à la maîtrise en science politique, par Julie Guilbeault, D.e.s.s., M.A. (cand.), Archiviste professionnelle	13
En retard, par Marcel Therrien	13
Des domaines exigeants, par Jean-Philippe Leclerc, Étudiant, ingénierie	13
De nombreux problèmes, par Pierre	13
Prof retraitée, bien contente d'avoir quitté, par Françoise Labelle	14
Les bacs à vidanges, par Karine Pomerleau	14
Nos universités, usine à diplômé et comment!!, par Nadine Dodeman	14
Un bac qui ne sert à rien, par Guillaume Goulet-Vallières	14
Des conclusions sans fondement, par Francis	14
L'université, bientôt une école secondaire?, par Charles, 26 ans, Québec	15
De l'argent vite fait, bien fait, par Édouard	15
Vision partagée, par Carl Letendre, B.Ing., MBA, Chargé de cours, HEC Montréal	15
Olivier Charest, Président de l'Association des Étudiant(e)s aux cycles supérieurs en Sciences économiques, Université de Montréal	15
Problème social, Simon Ménard, Étudiant au Département de Géographie, Urbanisme et Environnement, Université Concordia	16
Une vraie farce, par Marc-André Pariseau, Étudiant en génie industriel, UQTR	16
Quand nos diplômés ne seront plus que papier..., par Jean-Sébastien Dupont	16
Le niveau des universités québécoises, par Isabelle Robillard, Montréal	17
Réaction: qualité de l'éducation, par Benoit Tessier, étudiant à la maîtrise en science politique, UQAM	17
L'éducation avec un grand F..., par Myriam Labelle, Étudiante en sciences humaines, Collège Lionel-Groulx	18
Renseignez-vous ailleurs qu'en science politique et communication	18
Des usines de diplômés..., par Anne-Marie	18
Qualité des diplômés universitaires, par Martin Lebeuf, Étudiant en génie chimique, 51e promotion	19
Usines à diplômés, vraiment?, par Pierre Tadros, Mont Saint-Hilaire	19
Et le cégep n'est guère mieux, Mathieu Bernier, Étudiant en sciences humaines	19
J'ai lu avec intérêt vos articles sur les universités au Québec. Je suis étudiant à l'École de technologie supérieure et je dois avouer que vos articles traduisent EXACTEMENT ce que je pense de la formation que je reçois depuis 2 ans	19

Baccalauréats à rabais?, une enquête de La Presse

LA PRESSE / LE SOLEIL : L'avenir du Québec repose sur le savoir, par Heather Munroe-Blum, Présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec – Le lundi 21 avril 2008 / Le samedi 19 avril 2008

Le quotidien *La Presse* a publié cette semaine une série d'articles et un éditorial soulevant plusieurs questions sur la formation offerte au premier cycle dans les universités québécoises, parmi lesquelles la possibilité qu'un trop grand nombre d'étudiants y soient admis. Or, la réponse se situe, sans équivoque, exactement à l'opposé : non seulement les universités n'admettent pas trop d'étudiants, mais elles n'en admettent pas assez.

En 2005, le taux d'obtention du baccalauréat pour une génération se chiffrait à 30,2% au Québec alors que la moyenne des pays de l'OCDE atteignait 36%. Dans plusieurs pays, l'enseignement universitaire de premier cycle se développe à un rythme accéléré et le Québec traîne de l'arrière. Plus près de nous, l'Ontario enregistrait un taux de 38% en 2004.

Les sociétés avancées n'ont d'autres choix que d'investir dans la formation universitaire puisque leur avenir repose sur des personnes hautement qualifiées afin de répondre aux exigences de la société du savoir. Entre 1990 et 2002, le nombre total d'emplois au Québec a augmenté de 14,4 p. cent, alors que le nombre d'emplois requérant un diplôme universitaire a bondi de 67 p. cent. Comme collectivité, nous n'avons pas les moyens de ne compter que sur les emplois précaires de l'industrie manufacturière mise à mal par des impératifs économiques qui dépassent notre capacité de contrôle.

Efforts à renouveler

La qualité de la formation des étudiants est par son essence même au sein de la mission universitaire. Est-ce que les universités peuvent améliorer la qualité de l'enseignement? La réponse demeurera toujours oui. Les étudiants sont au cœur de la raison d'être des universités et les efforts doi-

vent être constamment renouvelés afin d'assurer que le développement et la transmission des connaissances se réalisent dans des conditions optimales. C'est ce à quoi tous les chefs d'établissement universitaire québécois et leurs communautés œuvrent jour après jour.

Un ensemble de politiques et de procédures d'évaluation que les universités appliquent, individuellement et collectivement, assure la mise à jour périodique des programmes et la pertinence des cours offerts. Ces processus garantissent aussi aux étudiants une formation de qualité et une place sur un marché de l'emploi qui ne cesse d'intégrer davantage les avancées du savoir.

Les universités portent aussi la responsabilité d'encadrer leurs étudiants vers la réussite, non par une diminution des exigences, mais par des actions d'accompagnement ciblées. Les efforts investis dans le soutien à la réussite des étudiants portent fruit et ont comme conséquence une amélioration sensible des taux de diplômés au cours des dernières années. Quel serait le jugement porté sur nos institutions de haut savoir si les étudiants admis à l'université la quittaient en grand nombre sans le diplôme qui leur a coûté des efforts majeurs?

Les titulaires d'un baccalauréat et leurs employeurs attestent de leur satisfaction à l'égard de la formation reçue. Une enquête du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport révèle que 82 p. cent des diplômés d'un baccalauréat occupant un emploi à temps plein lié à leur formation percevaient favorablement leur niveau de compétence deux ans après leur entrée sur le marché du travail. Au même moment, 94,7 p. cent des employeurs de diplômés universitaires, étaient satisfaits ou très satisfaits des diplômés qu'ils avaient embauchés.

Cette qualité du réseau des universités du Québec est également révélée par le nombre de prix prestigieux accordés aux établissements, à leurs professeurs et à leurs diplômés. Les exemples sont légion. Un dossier complet ne suffirait pas à rendre crédit à toutes les universités et avant tout aux étudiants qui se démarquent de multiples façons. De plus, le Québec accueille près du tiers des étudiants internationaux au Canada, ce qui atteste du pouvoir d'attraction de nos universités et de la qualité des gens qui les animent.

Performant et diversifié

En fait le Québec peut s'enorgueillir de posséder, un système d'enseignement et de recherche universitaires performant dont la diversité constitue une formidable richesse. On y retrouve des établissements de très haute qualité qui couvrent tout le territoire du Québec, chacun ayant sa personnalité propre, y compris des universités à haute intensité de recherche qui se classent parmi les meilleures au Canada et qui sont reconnues mondialement.

Si le Québec a pu se développer à un rythme sans précédent aux cours des cinquante dernières années, c'est très certainement grâce, en bonne partie, à la contribution de l'ensemble des universités. Mais au-delà de cette réussite collective, les universités québécoises célèbrent à chaque collation des grades, avec leurs étudiants et leurs familles, les succès personnels et les réalisations individuelles associés à chacun des diplômés décernés.

Par tous les moyens à notre disposition, nous devons nous assurer de favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture à toute personne qui en a la volonté et l'aptitude.

LA PRESSE : Baccalauréats à rabais – Lundi 14 et Mardi 15 avril 2008

ÉDITORIAL :: Crise universitaire, par Nathalie Collard - Le mardi 15 avril 2008

Il faut reculer quelques années en arrière pour comprendre les crises que traversent nos universités aujourd'hui.

Avant, seuls les enfants issus des familles riches poursuivaient l'école au-delà de la sixième année. Les études supérieures, dirigées par les communautés religieuses, étaient réservées à l'élite. Bon nombre d'entre nous sont les descendants d'hommes et de femmes qui n'ont pas fréquenté l'université. Au Québec, la révolution a eu lieu au début des années 60, avec la publication du rapport Parent qui promettait une bonne éducation pour le plus grand nombre.

Plus de 40 ans ont passé et l'université s'adapte encore à ce grand bouleversement. La démocratisation de l'éducation a créé une immense pression sur les institutions universitaires qui ne sont plus ces tours d'ivoire dans lesquelles une poignée de privilégiés discutent de Platon et d'Aristote, n'en déplaît aux nostalgiques des cours classiques. Aujourd'hui, les universités comptent plus d'étudiants et de programmes qu'avant. Et elles manquent d'argent pour financer ces derniers.

Comme le notaient les auteurs du rapport Parent à l'époque : «L'homme moderne n'habite plus l'univers de ses ancêtres...» En d'autres mots, l'université de ce début du XXI^e siècle n'est ni plus ni moins que le reflet de la société dans laquelle elle évolue : une institution axée davantage sur les résultats et la performance que sur le savoir. Le contexte socio-économique a lui aussi beaucoup changé : face au déficit, l'université doit accepter plus de candidats si elle veut avoir accès aux subventions. Face au grand nombre d'étudiants, elle abaisse souvent ses standards. Elle a en outre développé, à tort ou à raison, des liens parfois contraignants avec l'entreprise privée. Quant aux étudiants qui la fréquentent, la plupart n'ont plus «de temps à perdre» sur les bancs d'école. Ils «investissent» dans un diplôme et attendent des «résultats».

L'état actuel des universités québécoises tel que décrit dans les reportages publiés dans nos pages depuis hier soulève une question fondamentale : est-il possible de conjuguer quantité et qualité en éducation ? Au Québec, dans les années 60, nous

avons fait le pari que oui. C'est un défi immense, d'autant plus que nos universités sont aujourd'hui coincées entre un lobby étudiant fort qui ne veut rien entendre d'une hausse des frais de scolarité et un financement public inférieur à leurs besoins. Bien entendu, il n'existe pas UNE solution magique qui réglera tous les problèmes de motivation et de compétence en éducation. Il y en a plusieurs et les résultats ne s'observeront pas en une nuit. L'université évolue et s'ajuste lentement.

Parmi les pistes à explorer, certaines sont déjà à l'agenda de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne : un resserrement des exigences du programme pédagogique dès l'école primaire, un renforcement de l'enseignement du français, une formation des maîtres revue et améliorée. Ces mesures devraient hausser la qualité de l'enseignement dans nos écoles.

Ensuite, il faudra s'attaquer à la délicate question des frais de scolarité ainsi qu'au système de financement des universités. Des universités pauvres, ça fait rarement des enfants forts.

Plus d'étudiants, plus de revenus - Le mardi 15 avril 2008

Violaine Ballivy et Louise Leduc, La Presse
Campagnes de pub, promesses de bourses, nouveaux programmes, pavillons neufs: les universités ne négligent rien pour attirer le plus grand nombre d'étudiants, au point où certaines en accusent d'autres de jouer dans leurs platebandes. Au goût de certains - qui ont bien en tête la presque faillite de l'UQAM et le déficit accumulé record de 400 millions des universités québécoises en 2006-2007 -, c'est : Attention! Danger: les universités voient trop gros, sans toujours songer à ce que le marché de l'emploi peut absorber.

Les comptables de la firme PriceWaterhouseCoopers l'ont écrit en toutes lettres dans leur dernier rapport. L'UQAM, pour régler ses problèmes financiers, devra, entre autres choses, augmenter le nombre de ses étudiants. Et du coup ses revenus.

En 1989, les universités québécoises comptaient au total 159 821 étudiants. Les données les plus récentes font état, aujourd'hui, de 187 473 étudiants. Belle augmentation de 17,3%, mais on espère plus : presque 200 000 d'ici 2014, selon des données du ministère de l'Éducation.

Dans le métro, dans les journaux et sur le web, les publicités des universités se multiplient donc. L'Université Bishop a embauché cette année une firme externe qui lui concoctera une «campagne d'image». Deux employés ont été ajoutés au service du recrutement. On espère ainsi faire passer de 1800 à 2500 nombre d'étudiants sur le petit campus estrien.

L'Université de Montréal, elle, vient d'enrôler Raynald Petit, un publicitaire bien connu à qui l'on doit les désormais célèbres pubs de Bell avec Benoît Brière et la campagne controversée des sloches à saveur de goudron ou de poussin écrasés des dépanneurs Couche-Tard.

«Je serais bien mal pris d'avoir une hausse de 10% d'étudiants: je n'aurais pas assez de salles de classe pour les loger. Mais s'il n'y en a pas assez, on a un problème de financement», explique Jacques Frémont, vice-recteur aux affaires académiques de l'Université de Montréal.

Les universités sont très discrètes au sujet des budgets alloués à ces opérations qui suscitent toutefois bien des critiques. «C'est inquiétant de voir que cet argent ne sert pas à rehausser la qualité de l'enseignement», dit Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Au fil des ans, les universités ont aussi multiplié les points de service et les programmes pour faire le plein d'étudiants dans les banlieues, notamment. L'Université du Québec à Rimouski diplôme des enseignants à Lévis. L'Université de Sherbrooke construit actuellement un pavillon à Longueuil. L'Université de Montréal est déjà établie à Laval, Terrebonne, Longueuil et Québec...

«Nous avons besoin de diplômés davantage de Québécois et je n'ai rien contre le recrutement. Sauf qu'on est rendu qu'on utilise des moyens qui sont socialement désavantageux, s'inquiète Nicolas Marceau, professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal. Par exemple, il semble assez clair que les universités mettent beaucoup d'argent dans le béton (pour construire), et relativement moins dans les cerveaux, dans les professeurs et les bibliothèques pour tenter de conquérir les étudiants des autres universités.»

«La qualité des services offerts n'est certainement pas la même dans les campus satellites. C'est évident», ajoute-t-il.

Le savoir ou le diplôme?

James E. Côté, sociologue de l'Université Western, en Ontario, sonne l'alarme sur les dérives de ces campagnes de recrutement massif dans son essai *Ivory Tower Blues*.

«On recrute des étudiants qui n'ont pas nécessairement les aspirations ou les capacités pour ce genre de formation, et qui auraient été plus heureux ailleurs», déplore-t-il. Du coup, «les étudiants ne sont plus tellement intéressés par les cours ou par le fait d'acquiescer des connaissances, mais par le fait d'avoir un diplôme».

La preuve? À chaque rentrée, James E. Côté met ses étudiants à l'épreuve en leur demandant, le plus sérieusement du monde : «Qui accepterait ne pas se présenter en classe en échange d'une note

de 80% dans son bulletin?» Résultat : presque tous!

Un sondage mené en 2006 sur l'engagement étudiant indique qu'un Canadien sur deux consacre au maximum 15 heures par semaine à ses travaux universitaires. «Un étudiant sur deux ne met aucun effort dans ses études, interprète M. Côté. Comment peuvent-ils espérer apprendre quelque chose?»

«Les jeunes sont devenus plus consuméristes. Ils se disent : Je paie cher, donc je m'attends à des services et je m'attends à un diplôme. Comme au magasin. Alors que, dans les années 70, c'était plutôt, je m'en vais à l'université, si jamais l'université m'en trouve digne, peut-être que j'arriverai à devenir quelque chose», note Michel Umbriaco, professeur à l'UQAM, spécialiste de la gestion des universités.

Philippe Faucher, directeur du département de science politique de l'UdeM, parle carrément de «fraude». «On offre des formations qui ne se concrétisent pas par une insertion équivalente sur le marché du travail. (...) Combien de psychologues le Québec peut-il vraiment admettre?» L'UdeM, relève-t-il, a décerné à elle seule 198 baccalauréats en psychologie.

La vigueur de cette concurrence préoccupe assez le ministère de l'Éducation pour qu'un comité de travail ait été chargé d'étudier la question. Il devra revoir les balises qui dictent le développement des services universitaires hors de leur campus initial. Et la Confédération des recteurs et des principaux des universités du Québec devra «proposer des pistes de solution afin d'assurer une plus grande cohérence d'ensemble de l'offre de services sur le territoire», explique Stéphanie Tremblay, porte-parole du ministère.

Nicolas Marceau, lui, propose d'abaisser le pourcentage de subvention qui découle directement du nombre d'étudiants inscrits dans chaque université. Les résultats de ces travaux ne seront dévoilés qu'à la fin 2009.

Les universités québécoises ont affiché un déficit accumulé record de 400 millions à la fin de 2006-2007.

L'université, à petite dose - Le mardi 15 avril 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Quarante ans après Mai 68, il serait étonnant que se reproduise pareil soulèvement, avance Jacques Hamel, auteur d'une vaste étude sur les comportements des étudiants québécois. Pourquoi? Probablement parce qu'on retrouve de plus en plus d'étudiants comme Alexandra Valiquette, qui concentre ses cours en trois jours pour en travailler trois autres, ou comme Anabelle Morin, qui bosse 30 heures par semaine - en plus d'étudier à temps plein.

Des diplômes et des chiffres - Le mardi 15 avril 2008

Somme accordée à l'université par diplôme décerné

Baccalauréat: 500\$

Maîtrise: 1000\$

Doctorat: 7000\$

*Ces revenus représentent seulement 1,55% du budget de fonctionnement des universités québécoises.

Source: ministère de l'Éducation.

Évolution du nombre d'étudiants dans les universités au Québec (trois cycles confondu)

1989-1990: 159 821

1994-1995: 166 799

1999-2000: 161 719

2004-2005: 187 473

chez, professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Rimouski. Contrairement à James E. Côté, auteur de *Ivory Tower Blues*, Jacques Hamel n'est toutefois pas d'avis que les jeunes sont moins avides d'apprendre qu'avant. «Ils consacrent peut-être moins de temps à leurs études, mais quand ils s'y consacrent, ils s'y consacrent vraiment, dit-il. Mais bien sûr, cela varie beaucoup d'une faculté à l'autre.»

Chronique : Le niveau baisse, par Michèle Ouimet - Le lundi 14 avril 2008

C'était en septembre 1979. Je suis entrée dans ma classe, intimidée, quasiment terrorisée. J'avais 25 ans et je donnais mon pre-

mier cours à l'UQAM. Devant moi, 45 étudiants allumés.

L'UQAM m'avait appelée une semaine plus tôt pour me demander si je pouvais donner le cours d'histoire du Canada, des origines à 1840.



J'avais une maîtrise en histoire, zéro expérience en enseignement et une toute petite semaine devant moi. J'ai dit oui sans réfléchir. Après avoir raccroché, je me suis demandé: Bon, par où je commence?

Je devais créer de toutes pièces mon premier cours et pondre un plan et une grille d'évaluation. Je n'ai eu aucun «coaching», aucun soutien, rien. Lundi matin, 9h, j'ai regardé ma classe dans les yeux et j'ai plongé. Je n'avais pas terminé ma première phrase qu'un étudiant, probablement plus vieux que moi, m'a demandé la liste de mes diplômés.

Ça commence bien, me suis-je dit.

J'ai lu mon plan qui ressemblait à un bottin téléphonique. J'ai ensuite attaqué mon cours, mais un étudiant m'a vite rappelée à l'ordre en me lançant: Hey! on est censé voter le plan de cours.

Trente ans plus tard, les étudiants passent toujours les plans au vote et les chargés de cours sont aussi nombreux, sinon plus.

Comme l'ont constaté mes collègues Louise Leduc et Violaine Ballivy, qui signent une série qui débute aujourd'hui, ça ne tourne pas rond dans les universités. Diplômes au rabais, notes gonflées, cours inutiles, finances dans le rouge, concurrence malsaine entre les institutions qui s'arrachent les étudiants.

Au fil des ans, les universités se sont transformées en gros cégeps. Et les cégeps, en gros secondaires.

Les optimistes répliquent que le taux de réussite au baccalauréat a fait un bond spectaculaire en 20 ans et que le taux d'accès à l'université a, lui aussi, grimpé en flèche. C'est vrai. Le problème, ce n'est pas la quantité, mais la qualité.

Quand une université donne des cours sur la relation entre la nourriture et le mangeur ou sur l'art de choisir un bon traiteur, il y a un problème. Ça ressemble étrangement aux défunts cours de formation personnelle et sociale du secondaire où les élèves apprenaient à coudre des bobettes et cuire des muffins. Ces cours, que le ministère de l'Éducation (MEQ) a éliminés dans un élan de lucidité, se sont réincarnés à l'université.

Le diagnostic est clair: le niveau baisse. Et il va continuer de baisser.

Le ministère de l'Éducation est obsédé par le décrochage. Le problème est grave. Les garçons en arrachent et abandonnent l'école à pleine porte.

Le MEQ est prêt à tout pour lutter contre le décrochage, même à se tirer dans le pied. Abaissons les exigences, se disent les fonctionnaires, et le taux d'échec va chuter. Le problème, c'est que le niveau, aussi, baisse.

À partir de septembre, les critères d'admission au cégep vont diminuer. L'élève pourra entreprendre ses études collégiales même s'il n'a pas son diplôme du secondaire. Mais, précise le Ministère, il ne devra pas lui manquer plus de six unités. Le cours de français de cinquième secondaire vaut

six unités, les mathématiques quatre, l'anglais quatre, les cours d'art deux.

Un élève qui aura échoué à son cours de français pourra donc aller au cégep. Le problème, c'est qu'il devra mener de front la fin de son secondaire et le début de son cégep. Dans deux institutions différentes. Une acrobatie périlleuse pour un élève en difficulté. Car ce sont les faibles qui vont profiter de cette mesure.

Mais peu importe, il y aura davantage d'élèves au cégep et moins de décrocheurs au secondaire.

Autre mesure qui devrait entrer en vigueur en septembre: «l'admission sur la base d'une formation jugée suffisante». Une autre bibitte concoctée par le MEQ. L'élève qui n'a pas son diplôme d'études secondaires, mais qui a quitté l'école depuis deux ans pourra être admis au cégep. Il devra toutefois présenter une combinaison valable de scolarité et d'expérience pour être accepté.

Sauf qu'il n'y aura pas de balises nationales. Chaque institution pourra concocter sa grille d'admission. Si un cégep a des problèmes de recrutement, il sera drôlement tenté de diminuer ses exigences pour admettre le plus d'élèves possible.

Et le niveau continuera de baisser.

Le cégep est malade d'un secondaire faible et l'université est malade d'un cégep faible. Un faible + un faible ne donnera jamais un fort. Le drame, c'est que personne au ministère de l'Éducation ne semble le comprendre.

Nos universités, usines à diplômés - Le lundi 14 avril 2008

Violaine Ballivy et Louise Leduc, La Presse

À grands coups de gueule dans les journaux, professeurs et étudiants disent régulièrement tout leur mépris pour la médiocrité des universités qui seraient devenues des machines à diplômer. De l'argent vite fait, bien fait. En cette période de l'année où se multiplient les cérémonies de remise de diplômes, la question se pose: les baccalauréats de nos universités valent-ils encore quelque chose?

À l'UQAM, au département de communication, avant même le premier examen, avant même le premier travail, les étudiants savent déjà comment ça va finir: par une moyenne de groupe qui «devrait normalement se situer entre 83% et 89%», dit la consigne du département remise aux étudiants en début de session et qu'approuve la haute direction de l'UQAM. Au prof de «normaliser» en conséquence.

Au surplus, à l'UQAM, les étudiants sont appelés à voter chaque plan de cours. Ils refusent tout examen et ne veulent que des travaux d'équipe? Soit. Tant que la majorité est d'accord.

Jordan Fainstat, étudiant en science politique à l'Université Concordia, raconte comment ça se passe dans ses cours à lui. «Si la moitié de la classe coule un examen, le professeur s'ajuste et décide que l'examen, par exemple, ne comptera que pour 15% de la note finale.»

Les entrevues réalisées avec les professeurs et les étudiants rendent compte de deux réalités bien distinctes: celle des sciences pures ou de la santé, où on a le sentiment que les cours sont exigeants et de niveau universitaire; et celle des sciences sociales ou de l'éducation, où c'est nettement moins clair.

«À l'Université de Montréal, observe Josée Lusignan qui y étudie, on dit qu'il y a l'université du haut de la côte et l'université du bas de la côte. En haut de la côte, la faculté de pharmacie a un nouveau pavillon. À la Polytechnique, à la faculté de médecine, ils n'ont pas à se plaindre non plus. Tandis que nous, en bas de la côte, en sciences sociales, nos pavillons sont tellement vétustes que c'en est gênant.»

Et ce n'est pas qu'affaire de briques. Pour quantité de programmes, il n'y a aucune barrière à l'entrée. Dès lors qu'on a son diplôme de cégep - et encore -, l'admission est acquise d'emblée et le diplôme assuré, pour peu qu'on ait persévéré.

Persévéré à quoi? À l'ennui total, résume Josée Lusignan, qui étudie en enseignement. Ses cours, résume-t-elle, consistent à refaire son primaire. «En didactique des mathématiques, on fait des fractions, des résolutions de problème de type: Pierre et Paul mangent une tarte. En histoire, on me redit qui a exploré où. Dans un autre cours, on passe notre temps à étudier le programme ministériel, ce que je pourrais faire moi-même, en temps voulu. Bref, je n'apprends rien d'édifiant: j'attends mon papier, point à la ligne.»

Un professeur en éducation qui demande l'anonymat parce qu'il dit «avoir assez payé de sa personne» considère que l'université est devenue en grande partie «un crime contre l'esprit, un détournement de fonds publics» et que les départements d'éducation sont minés par l'endoctrinement idéologique du ministère de l'Éducation. Le fond du baril? Le bac en enseignement primaire. «J'ai vu des étudiants en éducation primaire à qui l'on demandait de bricoler une maternelle en carton. J'ai déjà lu un mémoire de maîtrise qui portait sur l'astrologie comme moyen d'orientation scolaire. Ce qui est important, pour l'université, c'est d'être rentable, d'admettre le plus d'étudiants possible, sans s'inquiéter de ce que les étudiants en sortent ignorants.»

Un professeur de droit réputé et décoré de prix internationaux - qui demande aussi l'anonymat - est lui aussi outré. «La réalité des facultés de droit, c'est que ce sont des usines.»

Prenez les plus prestigieuses facultés du Canada, dit-il. «Osgoode Hall, à Toronto: 828 étudiants. Université de Western Ontario: 498. L'Université de Toronto: 585. Et on parle ici d'universités où convergent des étudiants de partout au Canada. Pendant ce temps, au Québec, nos facultés comptent entre 1200 et 1500 étudiants, alors qu'il y a 10 ans, chez nous, on en avait moins de 700. Quand t'admettant tant de joueurs dans tes facultés,

tu t'éloignes nécessairement beaucoup des Sidney Crosby de ce monde»

Et la cote R?

Mais les étudiants ne doivent-ils pas tous atteindre une certaine cote R, qui fait foi de tout? "Dans plusieurs départements, on réduit les exigences pour accueillir plus d'étudiants", nous confie un professeur en économie.

Ces propos rejoignent maints cris du coeur bien publics. Dans un texte publié par La Presse en novembre, Philippe Faucher, directeur du département de science politique de l'Université de Montréal, écrivait: "Il n'y a pas de raisons pour que le Canada, avec son niveau de vie, se contente d'universités médiocres."

Suzanne G.-Chartrand, professeure en éducation à l'Université Laval, déclarait à La Presse en novembre: "Ça fait 15 ans que je contribue à diplômé du monde qui ne devrait pas avoir le droit d'enseigner. () J'ai des étudiants dont je me dis: J'espère que mes petits-enfants ne l'auront jamais comme professeur." Dans Le Devoir, récemment, Mme Chartrand disait avoir été citée hors contexte et corrigeait le tir de façon encore moins rassurante. "J'ai enseigné à l'Université de Montréal, à l'UQAM, à Sherbrooke et à Laval. Or, je vois la même chose depuis 15 ans. Ce n'est certainement pas propre à (l'Université) Laval."

Toujours à l'automne, 19 professeurs de science politique et de physique de l'Université de Montréal y allaient à leur tour de leur cri d'alarme dans Le Devoir: "Il devient très difficile d'assurer une formation universitaire digne de ce nom", écrivaient-ils.

C'est tellement rendu n'importe quoi, raconte notre professeur de droit cité plus haut, que dans sa faculté, du jour au lendemain, sans changer une virgule du contenu, un cours de baccalauréat est devenu un cours de maîtrise. Pourquoi? Parce qu'un étudiant à la maîtrise, ça donne plus de subventions qu'un étudiant au baccalauréat, tout simplement!"

Dominique Brousseau, qui étudie en gestion du tourisme à l'UQAM, signale, elle, que dans un cours de trois heures, le chargé de cours ne s'est jamais rendu plus loin qu'une heure et demie de

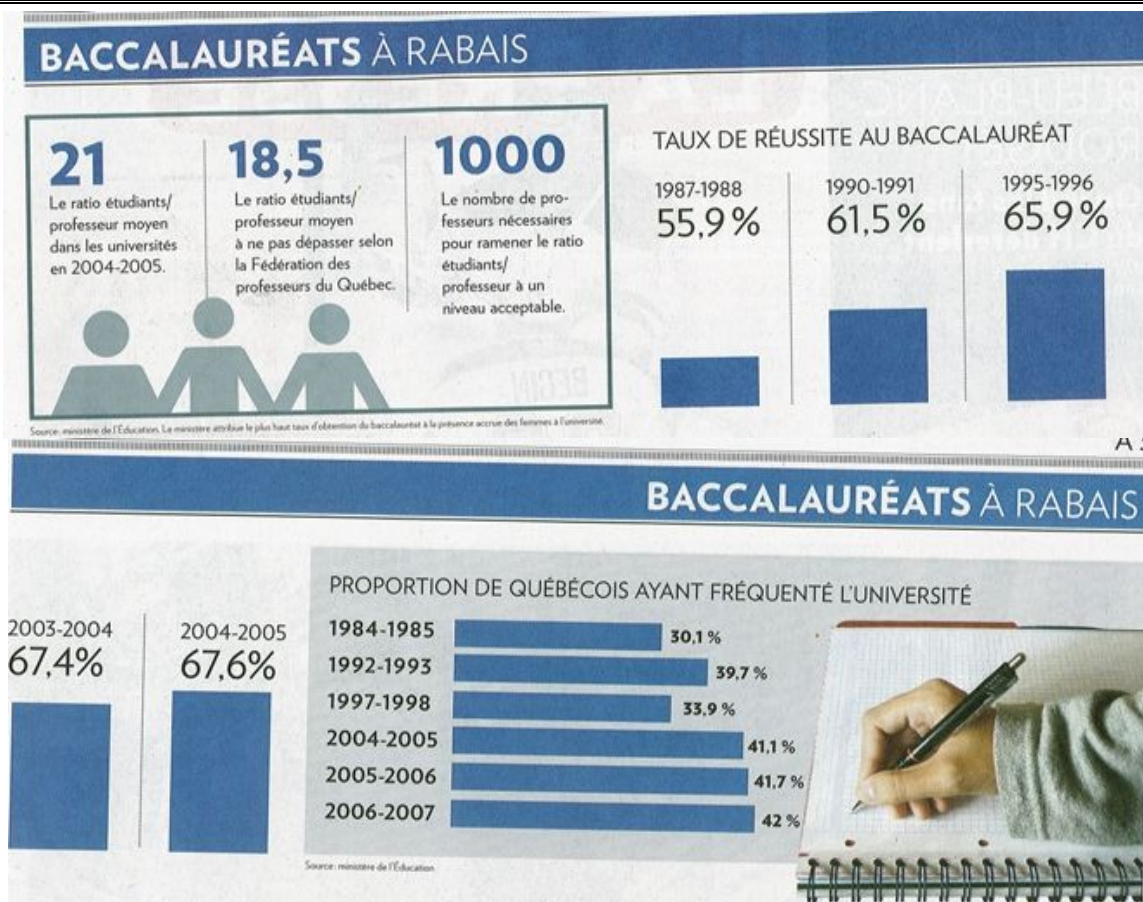
cours. "Ils étirent la sauce et se cherchent désespérément du contenu. Les cours sont hyper-redondants: souvent, on oblige les étudiants à suivre des cours en séquence - le cours introduc-

tif, puis ses suites - alors que tout pourrait très bien se faire en une session."

Marc Renaud, professeur de sociologie à l'Université de Montréal, s'inscrit en faux contre le pessimisme ambiant et contre l'obsession des palmarès

qui classent les universités de ce monde. "C'est sûr qu'il y a des départements qui sont moins bons, mais ce qui compte, en bout de piste, c'est le professeur et le sentiment d'avoir appris ou pas."

Quelques chiffres - Le lundi 14 avril 2008



L'université, bientôt une école secondaire? - Le lundi 14 avril 2008

Violaine Ballivy et Louise Leduc, La Presse

Si la dégringolade se poursuit, l'université, au baccalauréat, ne vaudra pas plus que l'école secondaire, prédit James E. Côté, auteur du livre *Ivory Tower Blues*.

Philippe Faucher, directeur du département de science politique à l'Université de Montréal, fait observer qu'aujourd'hui, un diplôme en marketing, ça sert à être représentant sur la route. C'est le même commis voyageur des romans de John Steinbeck qui n'avait que son *high school*. Le même gars. Avec un diplôme universitaire et un cellulaire.»

«C'est comme en psychologie: avant, avec une maîtrise, on pouvait être psychologue. Maintenant, pour être admis à l'Ordre, il faut avoir un doctorat», poursuit M. Faucher.

«Le baccalauréat, c'est un gros cégep», dit pour sa part Eric Martin, qui fait aujourd'hui un doctorat en pensée politique.

Puis, il nous rappelle pour corriger le tir. «Ce que je vous ai dit, c'est injuste, en fait. Injuste pour mon cégep, où j'ai vraiment beaucoup appris.»

Philippe Faucher soutient qu'à l'instar du Québec «qui a horreur de l'élitisme», il y a carrément un

«biais anti-intellectuel» dans nos universités aujourd'hui «enfermées dans des logiques de productions» et toutes tournées vers la création de bacheliers.

Les «formations à rabais» se multiplient, remarque pour sa part Jacques Hamel, professeur de sociologie à l'Université de Montréal.

Il entend par là des programmes courts, «qui offrent ce que le client demande»; pas trop de transmissions de connaissances fondamentales, beaucoup de compétences directement liées au marché du travail.

Son confrère Marc Renaud reconnaît avoir lui-même souri à la description d'un cours «qui enseignait aux étudiants l'art de choisir un bon traiteur». «L'université n'est plus la tour d'ivoire qu'elle était. Elle se cherche. Je ne crois pas, cependant, qu'il faille évacuer tous les cours appliqués», un extrême que M. Hamel ne souhaite pas non plus.

Il donne l'exemple de son cours de sociologie de la santé (qui portait sur les systèmes de soins, les causes sociales des maladies, etc.) au terme duquel ses étudiants avaient tôt fait de se trouver un emploi, ce qui, à son avis, n'est pas à négliger.

Michel Umbriaco, professeur à l'UQAM en éducation et spécialiste du financement des universités, trouve quant à lui que «tout ce qui est dans le domaine du «social» peut faire l'objet d'un cours.

Aussi approuve-t-il la décision de l'UQAM - qui, un temps, a envisagé la disparition des départements de philosophie et de chimie - d'inaugurer cet automne un certificat en gestion et pratiques socioculturelles de la gastronomie qui abordera notamment les questions du «tourisme gourmand» et la relation entre la nourriture et le mangeur. «Je me serais inquiété si l'UQAM avait fait ce programme sans faire d'études financières pour savoir si c'est rentable.»

Ce que M. Umbriaco trouve «extrêmement dérangeant», par contre, c'est que dans une université qu'il refuse d'identifier, une cohorte de 15 étudiants a obtenu le baccalauréat l'an dernier en n'ayant eu absolument aucun professeur tout au long de leur parcours. Des chargés de cours, du début à la fin. M. Umbriaco a refusé de révéler le nom du programme en cause.

Les étudiants reçoivent une formation de qualité, assure la CREPUQ - Le lundi 14 avril 2008

Violaine Ballivy et Louise Leduc, La Presse

Pas une semaine ne se passe sans que l'Université de Montréal ne perde l'un de ses

professeurs, attirés par de meilleurs salaires ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Les bibliothèques de nos campus sont dégarnies;

les ratios professeur/étudiant sont parmi les pires du pays. La Confédération des recteurs et des principaux des universités du Québec

(CREPUQ) multiplie les SOS. Pourtant, assure-t-elle, la qualité de la formation offerte se maintient.

La preuve que la qualité est maintenue se trouve d'abord dans le taux d'obtention des diplômes, qui est en hausse, répond Jacques Frémont, porte-parole de la CREPUQ et vice-recteur aux affaires académiques de l'Université de Montréal.

Mais les universités ne pourraient-elles pas être tentées d'abaisser leurs standards pour accroître leur nombre de diplômés - et ainsi leur financement, comme nous l'ont dit tant de professeurs? «En théorie, oui. Mais jamais les établissements ne s'y risqueront. Ce serait une recette pour le désastre.»

«Si on faisait de la scrap, cela se saurait et les étudiants étrangers ne viendraient plus», argue M. Frémont.

Par ailleurs, les programmes sont régulièrement réévalués et l'inflation des notes traduit une tendance générale en Amérique du Nord, précise Jean Bernatchez, professeur en administration et politiques scolaires à l'Université du Québec à Rimouski.

«Les étudiants sont en concurrence pour obtenir des bourses, alors les professeurs ont tendance à leur donner des meilleures notes pour qu'ils puissent en obtenir une à la maîtrise ou au doctorat, explique M. Bernatchez (...) Avant, avoir un C, c'était presque acceptable. Maintenant, les étudiants s'attendent tous à avoir des A et des B. Mais au bout du compte, l'effet s'annule - puisque toutes les notes sont gonflées.»

Selon M. Frémont, la hausse du taux d'obtention du diplôme résulterait surtout d'un meilleur encadrement des étudiants - ce que conteste la Fédération des professeurs du Québec, qui soutient que pour atteindre un ratio étudiant-professeur ne serait-ce qu'acceptable, il faudrait embaucher 1000 professeurs de plus.

M. Frémont soutient pour sa part que les universités offrent un bon encadrement en grossissant notamment les groupes de certains cours pour diminuer ceux de cours réputés plus difficiles. Les bibliothèques universitaires garderaient le cap, elles, en s'abonnant aux publications électroniques, moins coûteuses que leurs versions papier. La CREPUQ signale enfin que les sondages réalisés par certaines universités (Laval et Montréal)

et auprès d'employeurs témoignent d'une réelle satisfaction.

Quant à l'UQAM, son vice-recteur à la vie académique, Robert Proulx, assure que le niveau est maintenu. Sauf exception, dit-il, un cours de trois heures demande trois heures d'étude, faute de quoi il y aura échec.

«Le crédit revient surtout aux professeurs, aux chargés de cours et aux responsables des départements qui font un travail extraordinaire en dépit des ressources insuffisantes, avance Jean-Patrick Brady, président de la Fédération universitaire du Québec. Ce sont eux qui ont permis que la qualité des diplômes se maintienne en dépit du sous-financement.»

La situation demeure fragile. Même si les deux derniers budgets - fédéral et provincial - ont annoncé une hausse des investissements dans l'éducation postsecondaire, l'écart continue de se creuser avec les établissements des autres provinces et des États-Unis, dit M. Frémont. «Puisqu'ils réinvestissent plus que nous, même si on avance, ce n'est pas assez. (...) Il faut se battre d'arrache-pied pour que l'impact du sous-financement soit limité.»

Quand on se compare - Le lundi 14 avril 2008

QUAND ON SE COMPARE...

Quel rang occupent nos universités quand on les compare aux autres institutions canadiennes? A celles du reste du monde? Deux palmarès font surtout parler d'eux: celui du magazine Maclean's pour le Canada et, pour les comparaisons internationales, celui de l'Université de Shanghai.

Le palmarès du Maclean's - qui compte plusieurs sous-palmarès - est contesté, parce qu'il inclut aussi bien la qualité de l'enseignement que le système de résidence ou la vie sur le campus (installations sportives, etc.). Pour cette raison, l'UQAM refuse d'y participer. Concrètement, qui n'a pas de faculté de médecine est d'emblée écarté de plusieurs tableaux.

Les auteurs du palmarès de l'Université de Shanghai, eux, admettent qu'ils ont eu du mal à évaluer les programmes de sciences sociales. Ces nuances faites, voici donc les palmarès qui font jaser.

Palmarès du Maclean's (parmi les universités ayant une faculté de médecine et offrant une variété de baccalauréats et d'études supérieures dans divers domaines)

McGill (Québec)	1
University of British Columbia (Colombie-Britannique)	2
Queen's (Ontario)	2
Toronto (Ontario)	4
Alberta	5
McMaster (Ontario)	6
Université Monash (Ontario)	7
Université Dalhousie (N.-Écosse)	8
Université d'Ottawa (Ottawa)	8
Université de Calgary (Alberta)	10
Université de la Saskatchewan	11
Université Laval (Québec)	12
Université de Sherbrooke (Québec)	12
Université de Montréal (Québec)	14
Université de Manitoba	15

Palmarès de l'Université de Shanghai des 100 meilleures universités du monde

Harvard (États-Unis)	1
Université Stanford (États-Unis)	2
Université de Californie Berkeley (États-Unis)	3
Université de Cambridge (Royaume-Uni)	4
Massachusetts Institute of Technology (États-Unis)	5
California Institute of Technology (États-Unis)	6
Columbia University (États-Unis)	7
Princeton University (États-Unis)	8
University of Chicago (États-Unis)	9
University of Oxford (Royaume-Uni)	10
Université de Tsinghua	23
Université de Colombie-Britannique	36
Université McGill	63
Université McMaster	67



La série de textes de nos consœurs Violaine Ballivy et Louise Leduc sur la faible qualité de l'enseignement universitaire, hier dans *La Presse*, a beaucoup fait réagir nos lecteurs. Voici un échantillon des textes reçus.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Anna-Marie Auger s'interroge : à qui sert cette démocratisation extrême de l'accès aux études universitaires?

Un immense cégep

ANNE-MARIE AUGER
L'autoure est une étudiante de Montréal.

Je suis une étudiante de 22 ans qui termine présentement des études de premier cycle universitaire. Lorsque j'ai voulu entrer en études cinématographiques à l'Université de Montréal, on me demandait une cote R de 20, ce qui équivaut plus ou moins à la moyenne minimale d'un cégepien moyen-faible qui aurait passé ses cours sans trop y mettre d'efforts.

Pour vous donner une idée, on demande autour de 32 pour entrer en communication-journalisme à l'UQAM. Après deux années en cinéma, j'ai décidé de compléter ma formation avec un certificat en études féministes à l'UQAM. Je dois avouer que j'ai été surprise de voir (alors que je n'avais jamais suivi de cours en sciences humaines à l'université) une moyenne de 4,00 (A) à mon premier bulletin...

Mais surtout, au-delà de la relative facilité qui a caractérisé mon baccalauréat (on m'a déjà dit qu'il fallait attendre la ma-

trise pour les vrais défis), je suis triste de voir que le baccalauréat devient de plus en plus un immense cégep où les étudiants les plus faibles ne seront que rarement exclus du cheminement normal. Des programmes où à peu près tout le monde peut réussir, sans trop d'efforts, à passer avec un C et à obtenir son papier!

Mais à qui sert cette démocratisation extrême de l'accès aux études universitaires? Aux étudiants qui, malgré leurs bons résultats, n'arriveront pas à trouver un emploi parce que leur diplôme de premier cycle ne vaut guère plus qu'un cégep? Aux professeurs (et aux chargés de cours) qui, devant des classes surchargées, ne savent plus où donner de la tête? Aux employeurs qui, malgré la mine de diplômés, peinent à trouver des jeunes compétents?

L'université, usine à diplômés ?

NON / On exige beaucoup

Je suis récemment diplômée des HEC Montréal et laissez-moi vous dire que j'ai travaillé très dur afin d'obtenir mon baccalauréat. Je devais étudier les soirs et les fins de semaine afin de ne pas échouer à mes cours, puisque aux HEC, les échecs existent réellement. Dans cette école, les votes pour approuver un plan de cours n'existent tout simplement pas, contrairement à l'UQAM. Je crois que ce système encourage les paresseux et les opportunistes. Au moins, je me console en me disant que mon diplôme sera reconnu dans le monde du travail, contrairement à plusieurs de mes collègues d'autres universités...

Audrey Morissette

Objectif atteint

J'étais étudiante en journalisme à l'UQAM. J'ai eu mon diplôme il y a maintenant un an. Il est vrai que la moyenne était annoncée dès le début du semestre... 83 % - 89 %. Cependant, dès le début du bac, les professeurs nous avertissaient d'une chose... les notes ne comptent plus. Le seul et unique but était que nous nous soyons améliorés. Que, lorsque nous allions sortir de l'université, nous soyons formés. Et même si j'ai des reproches à faire au bac (comme l'absence de cours d'anglais), l'objectif principal a été atteint. Dès la sortie de mon bac, j'ai trouvé un emploi à temps plein dans mon domaine et, même si j'ai appris énormément en travaillant, je suis convaincue que le bac m'a donné une base solide.

Sophie Desruisseaux

Il faut vouloir apprendre

Je fais présentement un bac en génie mécanique à l'ETS et je considère personnellement que ce domaine est extrêmement exigeant. Je ne crois pas qu'une personne n'ayant pas à cœur de réussir et le désir d'apprendre peut relever ce défi qui me semble à moi, étudiant de premier cycle, énorme. Par ailleurs, mes amis et collègues qui ont étudié dans d'autres sphères (administration, marketing, sciences humaines) ne semblent vraiment pas avoir le même engagement envers leurs études et semblent penser que tout domaine d'études est aussi accessible et atteignable que le leur.

Jean-Philippe Leclerc, École de technologie supérieure

On ne peut pas tricher

Je suis un étudiant en sciences comptables. Pour réussir et espérer obtenir une admission vers un diplôme supérieur, il faut une moyenne de 3,2. Quelquefois, il y a des ajustements, mais les ordres professionnels veillent car la notoriété du titre est en jeu. Pour devenir CA, on ne peut pas tricher, à la fin on doit passer un examen final uniforme, si tu n'es pas doué un minimum dans la matière... c'est fini.

Jocelyn Huot

OUI / On apprend peu

Même en génie, où les diplômés auront dans leur vie professionnelle des décisions importantes à prendre (concernant la sécurité de la population, entre autres), obtenir un baccalauréat est trop facile. Nous avons de nombreux chargés de cours, dont bon nombre sont loin de maîtriser la matière qu'ils enseignent. On apprend peu, mais au bout du compte, presque tous les étudiants ont des bonnes notes (ajustées artificiellement pour avoir des moyennes de A afin que les étudiants aient plus de chances d'obtenir des bourses et de faire une maîtrise, voire un doctorat, à cette même université). Tout est fait pour accepter le plus d'étudiants possible, même si ceux-ci n'ont pas toujours les aptitudes requises.

Martin Lebauf, étudiant en génie chimique

Ridiculement facile

Fraîchement diplômée universitaire en communication, j'avoue qu'une bonne partie de mes cours de baccalauréat ont été ridiculement faciles. Après un trimestre, les étudiants de ma classe avaient vite compris comment choisir leurs cours en fonction des profs et du niveau de difficulté. Je ne compte plus le nombre de cours donnés par des chargés de cours (en fait, je n'ai eu droit qu'à trois « vrais » profs durant tout le bac) qui n'avaient rien de nouveau à nous apprendre. Est-ce que je suis déçue de ma formation? Oui, sans aucun doute. Est-ce que je me sens équipée pour affronter le marché du travail? Pas vraiment.

Roxanne Mercier

Inutilement long

Je suis présentement étudiant en sciences et technologie des aliments à l'Université Laval. Le programme dure quatre ans (120 crédits) et j'ai l'impression que le programme est inutilement (volontairement?) allongé. À mon avis, le programme pourrait aisément se faire en trois ans. La plupart des cours de concentration se font en plusieurs volets et il y a souvent de la redondance...

Marc-André Caron

Une moyenne élevée

Je suis un ancien étudiant de l'Université de Sherbrooke en génie électrique et j'en ai long à dire sur l'usine à diplômés. La plupart du temps, c'est vrai, la matière est difficile, mais c'est tout de même facile de passer les cours. Le département s'arrange pour que la moyenne de la classe soit élevée. Soit en faisant des examens super faciles ou bien en ne corrigeant pas avec rigueur. C'est une vraie farce, une garderie. À un moment donné, c'est notre économie qui va en prendre un coup!

Fred Clavs

Vous avez été nombreux à nous faire part de vos commentaires sur notre série d'articles sur la formation universitaire. Nous publions ici une partie des réactions reçues

Les confidences d'un naufragé, par Serge Cantin, professeur de philosophie

Oserais-je le dire? Être professeur de philosophie à l'université, cela correspond pour moi à quelque chose comme une *vocation*, un terme qui évoque une époque révolue, un mot qui trahit mon âge. Mais j'assume mon âge, et l'anachronisme qui vient avec. Ai-je d'ailleurs le choix? En même temps que je demeurais ou que j'essayais de demeurer fidèle à certaines valeurs, à certains idéaux, à une certaine conception de la culture et de l'éducation, je n'ai pu qu'assister impuissant à ce que Michel Freitag a bien nommé « le naufrage de l'université ». J'ai vu celle-ci, année après année, s'éloigner d'elle-même sous prétexte de se rapprocher de la collectivité, de se mettre à son service, de répondre aux impératifs de la société dite du savoir; je l'ai vue, cette université, renoncer sans grand remords au sens millénaire de sa *mission* et vendre son âme au diable du marché; je l'ai vue devenir son propre simulacre. Ce qu'elle s'était voulue pendant des siècles, à savoir un lieu presque sacré, une enclave au sein du monde commun par où les hommes puissent interpréter librement leur condition, chercher les origines et les fins de leur existence, remettre en question leurs opinions et leurs préjugés, voilà bien ce que l'université d'aujourd'hui n'est plus et ne veut plus être, elle qui, comme l'école en général, n'a d'autre ambition que d'être utile et performante, en remodelant la constitution intime des person-

nes pour les rendre conformes aux exigences de la société de marché.

S'étonnera-t-on si je dis qu'il m'arrive parfois, en classe, de me sentir comme un résistant inoffensif et vaguement comique? Le verbe haut et les quatre fers en l'air, je lutte, tel un Don Quichotte sur sa Rossinante, contre un ennemi *intra muros* dont mes mots échouent à traduire la réalité.

*

Ces sombres pensées me sont inspirées par les tristes événements que nous vivons; ils en sont à la fois le prétexte et la validation. Car l'attitude que la direction de l'UQTR manifeste à l'égard de nos revendications légitimes – outre le formidable mépris dont elle est empreinte et qui laissera pendant longtemps sa trace délétère dans nos mémoires et dans les couloirs du Pierre-Boucher – illustre bien ce naufrage de l'université dont j'ai parlé. Quel est l'enjeu de cette négociation qui n'en a que le nom, de cette négociation qui a plutôt l'apparence d'une vindicte publique? Les salaires? Si c'était le cas, la grève serait depuis longtemps terminée, tant les demandes syndicales sont modestes à ce chapitre. Non, le véritable enjeu, ce n'est pas les salaires mais, sous-jacents au sempiternel litige entourant le « plancher d'emploi », le statut et le rôle du professeur d'université. Dans l'esprit éclairé de nos administrateurs grassement payés et des avocats, mieux

payés encore, qui élaborent leurs stratégies scélérates, l'université idéale est par-dessus tout une université rentable, une université qui enregistre des surplus, qui fait des profits. Au premier étage de la pyramide, des milliers d'étudiants de premier cycle avec, pour leur enseigner, des chargés de cours contractuels; au deuxième étage, une centaine de professeurs en titre qui, tout en dispensant l'enseignement aux cycles supérieurs, font de la recherche subventionnée et commanditée, et puis, logeant tout en haut, nos gestionnaires, qui assurent l'équilibre de l'édifice et tiennent de beaux discours démagogiques sur la qualité de l'enseignement et les retombées sociales de la recherche appliquée. Exit les *produits* à faible valeur ajoutée, les matières trop pures, trop subtiles ou trop anciennes, les savoirs désintéressés et non quantifiables; ils n'ont pas leur place dans une petite université régionale, provinciale. Obéissons à nos patrons; faisons-leur confiance quand ils nous infligent l'humiliation d'un lock-out et nous traînent dans la boue médiatique. Eux savent ce qui est bon pour nous et pour les étudiants; eux savent comment ça marche une université. Sachons, enfin, leur être reconnaissants et nous montrer, à notre tour, utiles au bon fonctionnement de la machinerie sociale.

Un «vieux» problème caché, par Danielle Beauregard

Je crois que nous touchons là un «vieux» problème caché des universités.

J'ai fait mon baccalauréat en orthopédagogie à l'Université de Montréal de 1979 à 1982. Un de nos professeurs, agrégé, nous lisait tous les cours un volume qu'il nous avait fait acheter. Nous avons protesté auprès de la direction, désirant avoir un vrai cours. L'Université nous a offert de donner une note de 80% à tout le monde. Nous avons refusé, renouvelant notre désir d'avoir un cours réel. L'Université nous a donc offert un cours pour reprendre celui que nous n'avions pas eu, et ce, en mai-juin. Comme nous étions pour la

plupart de l'extérieur et que nous travaillions pendant l'été pour payer nos études, nous avons refusé cette dernière offre et avons opté pour la note de 80% pour tous...

Dans les années 90, j'ai fait un certificat en rédaction française à l'Université de Sherbrooke. Dans un de mes cours de grammaire, de nombreux élèves ont échoué un examen. Au cours suivant, ils ont discuté avec l'enseignante pour discuter des modifications qu'elle devrait faire à son prochain examen pour atténuer les facteurs d'échec!!!! Exemples: ne pas imprimer les feuilles recto-verso, ne pas brocher les pages, etc.

etc. Je n'en croyais pas mes oreilles: on en était à perdre du temps d'apprentissage pour discuter de ce que l'enseignante devait changer dans son examen pour que les élèves le réussissent, plutôt que de voir ce que les élèves devaient changer dans, par exemple, leur méthode d'étude!

Les universités ont longtemps voulu conserver l'image rigide qu'elles étaient détentrices du haut savoir. Oui, elles sont censées l'être, mais pas au point de cacher leurs imperfections et de se remettre en question quand il le faut.

Différences d'un programme à l'autre, par Jocelyn Huot

Je suis un étudiant en sciences comptables. Pour réussir et espérer obtenir une admission vers un diplôme supérieur, il faut une moyenne de 3,2. Quelque fois il y des ajustements, mais les ordres professionnels veillent car la notoriété du titre est en jeu.

Pour devenir CA, on ne peut pas tricher, à la fin on doit passer un examen final uniforme, si tu

n'es pas doué un minimum dans la matière... c'est fini.

Je viens de prendre mon dernier cours de finance en administration, (c'est sensiblement le même) le professeur distribue allègrement des A+ et s'en vante. Il change l'examen de mi-session pour un travail à la maison de 50%, qu'il majore (rien en bas de B) et affirme que si la note de l'examen

final n'est pas suffisante que seulement la note de mi-session comptera!!

Remarquez, il n'a pas le choix!! Les étudiants ne comprennent rien aux mathématiques qu'il enseigne et l'Université ne veut pas faire «couler» 60% de la classe de ses finissants...

J'y ai vu une grosse différence par rapport aux sciences comptables.

Un programme vide, par Vanessa Gragnani, Bac en Éducation préscolaire et éducation primaire

FINALEMENT! Des aveux des enseignants et professeurs de l'Université de Montréal qui admettent que le programme n'est que de l'endoctrinement du MELS, du «poussage» de renouveau scolaire et du bricolage de maternelle...

En quatre ans d'étude en enseignement, je n'ai reçu qu'un seul cours de psychologie et ce dernier

Un sujet tabou, par Louis Ladouceur

Bon article. J'imagine que ce sera le dernier étant donné que c'est un sujet tabou auquel le public en général ne doit pas être exposé.

Une recherche approfondie sur le sujet vous amènera à une conclusion assez simple. Le financement public des universités à travers le monde

portait sur les enfants de 0-5 ans... On s'entend que c'est l'âge préscolaire et non la clientèle à laquelle je fais face tous les jours maintenant sur le marché du travail. Le seul contexte où l'apprentissage s'effectuait en bonne et due forme était celui des stages... Et même là, il fallait tomber sur un superviseur compétent et constructif...

entre souvent en conflit avec le but d'une éducation.

Certains voient assez clair pour en arriver à cette conclusion:

Les universités sont aujourd'hui des machines à formation, alors qu'elles devraient être des institutions qui transmettent un savoir.

J'ai toujours sentie que nous n'étions que des numéros et des chèques à recevoir, mais maintenant, on me le confirme et je sens mes revendications reconnues...

La différence? Une formation est quelque chose qu'on reçoit afin de bien performer au travail. Une bonne éducation développe l'esprit et le sens critique.

Difficile de développer l'esprit et le sens critique lorsque qu'on ne sait lire ou écrire...

Une formation utile et pertinente, par Claudia Pérez-Levesque

Je suis étudiante en 3e année de génie mécanique à l'école Polytechnique de Montréal. Je suis cette année à Madrid en Espagne dans le cadre d'un échange étudiant. J'aimerais réagir sur le texte : «Nos universités, usines à diplômés» que je viens de lire. Tous mes commentaires concernent les écoles que j'ai fréquentées.

La moyenne d'un de mes examens a été élevée une seule fois. C'était un cours de mathématiques de première année et la moyenne était «trop faible», du moins c'est l'explication que j'ai eue. Mes cours ne sont pas inutiles et si je revois des notions antérieures c'est pour assurer une bonne compréhension de la matière à venir. Les examens sont généralement adaptés à la capacité des étudiants, mais il est vrai que si la moyenne

est dans l'échec, les étudiants se soulèveront pour qu'une action soit prise en leur faveur. Je ne critique pas du tout la qualité de l'enseignement, car je pense qu'elle est adéquate, du moins pour la Polytechnique, mais je pense que l'évaluation des élèves devrait être revue, et surtout, sans l'opinion de ces derniers.

J'étudie présentement à l'école Politecnica de Madrid et la méthode d'évaluation des élèves est à l'opposé de celle qui se fait à Montréal. Les élèves espagnols tardent en moyenne 8 ans à finir un cours qui dure 5 ans. Il y a des cours où le taux de réussite est de 20% et aucun élève ne formule une plainte à la direction. Les examens sont axés sur la connaissance de la matière et non sur la compréhension de la matière. Je ne

pense pas qu'au Québec nous devrions suivre leur exemple, mais je pense qu'il y a un entre-deux qui vaille.

Pour moi l'université sert à donner un bagage de connaissances, mais aussi de la discipline individuelle. C'est cette discipline qui est en train de se perdre. Si un cours est plus difficile que les autres, il faut travailler plus fort. En sachant que notre université nous accommode en rehaussant les notes, il est facile de choisir de faire l'effort minimum. Enfin, la situation actuelle n'est pas un problème pour les gens qui ont le désir d'apprendre et d'étudier. La situation est problématique car le même diplôme est attribué autant à celui qui a travaillé dur et à celui qui a fourni le moindre effort.

À Laval aussi, ce n'est pas facile, par Jean Chouinard, Étudiant en design graphique

Je suis étudiant à l'Université Laval en design graphique. Dans votre article, vous dressez plus particulièrement le portrait des universités présentes à Montréal. J'aimerais vous exposer quelques précisions sur ce qui en est dans notre université.

D'abord, le point des plans de cours. Si l'UQAM et l'ensemble du réseau des Universités du Québec ont le privilège de voter leur plan de cours, l'Université Laval se contente de faire émettre un plan de cours par l'enseignant, sans exiger quelconque suivi, sans mentionner de quelle façon le plan de cours devrait prendre effet. L'enseignant se réserve donc le droit de façon omnisciente de faire parler le plan de cours en sa faveur et de le faire accepter sans le consentement de quiconque. Il n'y a aucune réglementation quant à l'approbation du contenu des plans de cours (donc aussi des cours) par la direction, immédiate ou non, des programmes. Tout ce qu'il y a de plus nébuleux.

Étant étudiant en arts visuels à l'Université Laval, je suis constamment éloigné des services universitaires courants, car mon pavillon ne réside pas sur le campus principal. Cela nécessite un déplacement équivalent à près d'une heure aller-retour pour régler les plus simples affaires administratives. Et Dieu sait que les erreurs administratives sont courantes à l'Université Laval! Par exemple, en cette session d'hiver 2008, le service des finances a perdu une certaine quantité de chèques émis par les étudiants pour régler leur frais de cours. Information divulguée par nulle autre que la préposée en place au service cette semaine, qui disait recevoir plusieurs étudiants venant pour

contester la facture qui demandait de payer la somme totale de leurs frais ainsi que le paiement des intérêts de retard, spécifiant que "tout le monde venait pour dire que leur paiement avait été fait par chèque" et qu'il était envoyé depuis longtemps.

L'école des arts visuels de l'Université Laval fait appel à une équipe d'enseignants constituée d'environ 75% de chargés de cours, contrairement à la moyenne lavalienne se situant vers les 30%. Dans un contexte de supposée pénurie de gens qualifiés, on se retrouve souvent avec des enseignants n'ayant jamais enseigné, avec des enseignants avec des lacunes évidentes de pédagogie et d'autres multipliant les résultats négatifs dans leur évaluation des enseignements. Et on les revoit enseigner années après années.

Avant de fréquenter l'Université Laval, je suivais une formation dans une Université du Québec dans une région dite éloignée. Pour faire venir les enseignants au loin des grands centres, il arrivait que leurs déplacements étaient payés chaque semaine par l'UQ. L'avion aller-retour pour quelques heures de cours. Pas de danger que Laval en fasse autant! À les entendre parler, ils sont pauvres, pauvres et menacent de ne plus offrir des services de qualités. Nous avons eu droit cet hiver à une opération digne d'une magouille lors de l'adoption de la hausse des frais afférents par l'administration, après un référendum-piège effectué auprès des étudiants qui ont pourtant refusé la proposition de hausse. La nouvelle avait fait rugir la ministre de l'Éducation, qui a renversé la vapeur. Ça reste à voir!

Je ne possède pas de statistiques en la matière, mais je suis prêt à gager que l'Université Laval est la championne des grèves et des moyens de pression. Pas foutus de négocier quelconque convention collective à temps, l'administration Lavalienne attend souvent la grève de leurs employés avant de faire quoi que ce soit. L'hiver dernier, nous avons eu droit au débrayage des chargés de cours (je rappelle que 75% des enseignants dans mon École sont des chargés de cours), qui a débuté juste après la date d'abandon des cours et a trouvé règlement à temps pour la date butoir qui annulerait la session entière. Se sentant pris en otage par leur Université, les étudiants ont "terminé" leur formation en 2 semaines résumant plus d'un mois de matière. La prochaine grève risque fort bien de paralyser notre École encore une fois bientôt: les employés de soutien, c'est-à-dire les techniciens en photographie, en impression, en ateliers techniques et en service matériel, sont actuellement en moyen de pression.

En terminant, je vous invite à visiter le site Web du Bureau des droits étudiants de l'association étudiante, la CADEUL: <http://www.cadeul.ulaval.ca/bde/>.

Mon témoignage, je l'espère, vous donnera quelques autres pistes à enquêter pour une suite à ce dossier sur la qualité de nos universités. Il est possible de me recontacter pour toutes précisions supplémentaires. De plus, je désire que mon accord soit demandé si jamais vous désiriez me citer dans quelconque texte.

Un problème qui n'est pas récent, par Paul Morneau

J'aimerais réagir à l'article « Nos universités, usines à diplômés ». Je suis entièrement d'accord avec cet article. En 1991, j'avais un secondaire V et le chef de module informatique de l'UQAR (Rimouski) a dit que je pouvais m'inscrire pour le Baccalauréat en informatique sans passer par le CÉGEP parce que j'avais le statut d'adulte. Il me manquait les maths de cégep 103, 203 et 105. Le gros monsieur m'a dit que pouvais suivre mes cours de maths à l'intérieur d'une période de 16 mois. Alors ce fut le début d'une longue agonie. Imaginez, j'avais 16 mois pour parfaire mes maths de cégep, et en même temps avoir mes 4

cours de 3 heures obligatoires pour avoir le prêt et bourses. Inutile de vous dire que je me suis cassé la gueule. J'ai lamentablement échoué mon 1e cours de programmation et celui de géométrie, de même que les maths 103 de cégep que j'ai du reprendre 3 fois, et les maths 105 que j'ai du reprendre 2 fois. Il est aberrant que l'on m'ait accepté alors que je n'avais qu'un secondaire V. Imaginez le cours de programmation d'université! La marche était beaucoup trop haute.

Il est vraiment malhonnête d'accepter beaucoup de monde comme ça. De plus, à l'université, il y a bien sûr quelques bons professeurs. Mais je vous

dirais qu'il y a trop de très mauvais professeurs, sans pédagogie et inaccessibles. Et certains élèves ont même mentionné que certains professeurs ne connaissent pas leur matière. J'ai terminé cette session avec un goût amer et épuisé. À la place, je suis allé au cégep et j'ai trouvé que l'enseignement y était beaucoup accessible. J'ai même vu une élève de 3e session à l'université retourner au CÉGEP pour aller en programmation 1, afin d'aller chercher des bases, qu'elle n'a pas eu en 3 ans d'université. Je suis aujourd'hui informaticien.

Le tableau n'est pas tout noir, par Luu Lan Le, Montréal

Je suis vraiment contente de voir que la discussion sur qualité de l'éducation, surtout au niveau universitaire, intéresse de plus en plus le monde et le sujet se trouve à la une d'un grand journal comme *La Presse*.

Il est clair qu'il y a beaucoup de problèmes alarmants à régler pour avoir des diplômés bien mérités. Par contre, il ne faut pas peindre un

tableau totalement noir sur la réalité dans nos universités. Le milieu universitaire, comme tous les milieux, il y a des personnes qui travaillent fort, il y a aussi des mauvaises nuisibles à l'image collective. Les faits mentionnés dans l'article «Nos universités, usines à diplômés» sont vrais, mais sont généralisés d'une façon humiliante pour l'ensemble des professeurs et étudiants.

Je suis en train de faire un Bac par cumul de certificat à l'UQAM, et rendue à mon 14e cours. Dans mes cours, je vois des profs et des chargés de cours qui maîtrisent leur matière, préparent bien leurs cours et sont prêts à aider leurs étudiants. Je vois aussi les jeunes et les moins jeunes étudiants soifs de connaissances, participent activement au cours et travaillent fort pour réussir

et avoir des bonnes notes. Je peux vous dire que je n'ai jamais eu un cours où on peut voter pour avoir seulement un travail d'équipe au lieu des examens. Pour chaque cours, nous avons au moins deux examens (intra et final), sans comp-

ter un ou deux travaux individuels ou d'équipe de plus. Le moyen du groupe n'est pas souvent à 80 % et plus. J'en ai vu plus d'une fois à 63 % - 65 %, et le professeur n'a fait aucune correction pour baisser la proportion de cette note sur celle de

final. Alors il ne faut pas généraliser certains faits négatifs pour donner l'impression que notre travail et nos diplômes n'ont plus de valeur.

Témoignage d'un étudiant, par David Patenaude

Je suis étudiant au bac en traduction à l'université de Montréal, et, c'est pas pour faire du baccalauréat-bashing, mais j'ai passé un bon trois ans à tourner en rond.

En trois ans, nous avons eu :

-3 cours théoriques avec exactement la même matière ;
- 3 rédactions de CV à faire, avec les mêmes objectifs ;

- Des chargés de cours formés pour être théoriciens qui nous enseignent ensuite les réalités du marché... selon la théorie!
- une absence totale de pédagogie.
Si c'était à recommencer, je ne pense pas que j'y retournerais...

Quand on pourrait faire plus court, par Marc-André Caron

Bonjour, je suis présentement étudiant en sciences et technologie des aliments à l'Université Laval. Le programme dure quatre ans (120 cré-

ditions) et j'ai l'impression que le programme est inutilement (volontairement?) allongé, le programme pourrait aisément se faire en 3 ans. La

plupart des cours de concentration se font en plusieurs volets et il y a souvent de la redondance...

Médiocrité des étudiants vs médiocrité de l'enseignement, par Anne-Michèle Fortin

Je suis diplômée de l'Université de Montréal, du programme d'études cinématographiques et littérature comparée, et je pense qu'il est nécessaire de ne pas confondre médiocrité des étudiants et médiocrité de l'enseignement.

Si j'ai été frappée de constater à quel point il était «facile» d'obtenir un diplôme universitaire, je n'en

ai pas moins bénéficié d'un très bon enseignement, prodigué par des professeurs généralement très cultivés et intéressants (et ce, malgré le fait que les sciences humaines soient jugées comme le «parent pauvre» du monde universitaire).

Je crois que le phénomène auquel nous assistons n'est que l'aboutissement d'une longue séquence

de dominos. Dans un monde où, dès l'école primaire, l'enseignement est normalisé de manière à ce que tous «réussissent », comment s'attendre à ce que nos universités ne produisent qu'une petite élite, la crème de la crème? C'est tout le système qu'il faut repenser, depuis la racine.
Après tout, on récolte ce que l'on sème...

Des nuances à apporter, par Benoit Rousseau, Analyste

Je suis étudiant en sciences comptables à l'Université du Québec à Montréal. Bien qu'il y ait des programmes et départements qui semblent donner des diplômes facilement, je peux vous affirmer qu'il en est autrement pour d'autres programmes.

J'ai un bac en économie et termine mon bac en comptabilité présentement. Des moyennes de groupe de 80 à 85%, j'en ai vu 2, peut-être 3, en plus de 50 cours d'universités, dans les programmes d'économie, de management et de comptabilité. Les moyennes sont parfois pondérées, pour atteindre le seuil de la passation, soit 60%, mais

jamais aux niveaux des programmes de communication, tel que mentionné dans l'article. La personne qui obtient les plus hautes notes a mis les efforts pour les avoir, je vous le garantis. Aussi, n'oubliez pas que dans certains départements, 1500 personnes peuvent être admises, mais il n'y en a que 300 qui obtiennent leur diplôme au bout du compte. Est-ce donc vraiment dans ces cas là un diplôme à rabais?

Concernant les évaluations, dans mon programme, les gens ne s'obstinent pas, on fait avec ce qui est proposé. Ce n'est pas tout le monde qui va à l'université que pour avoir un diplôme, qu'il

vaille quelque chose ou non. Certains veulent apprendre, et ces gens là, apprennent véritablement car ils y mettent les efforts.

Si les gens qui ne sont pas sérieux veulent aller à l'université couler quelques cours, qu'ils y aillent, ça fait plus d'argent pour l'université. Cependant, je trouve aberrant d'avoir comme politique de département des moyennes qui font en sorte que tout le monde passe.

Ce n'est pas tous les diplômes qui sont donnés à rabais, il faut nuancer!

Le facteur économique, par Alexandre

Tout d'abord, vous ne tenez pas compte d'un facteur essentiel. Il s'agit de la réalité économique des étudiants. J'ai 31 ans, je suis étudiant et je dois travailler pour payer mes études, mon loyer et ma nourriture. Je travail dans le commerce aux détails et je me rends compte que tous les gens avec qui je travail sont presque tous des étudiants. Des heures peu accommodantes pour la vie de famille sont la réalité de ce genre d'emploi. Il faut être disponible presque tous les soirs et les

fins de semaines. Le commerce aux détails dépend donc, d'une certaine manière, de cette main d'œuvre étudiante. Je ne vois pas l'intérêt du gouvernement à donner la gratuité scolaire, si les étudiants sont une main d'œuvre appréciée.

D'une certaine manière, je suis convaincu qu'il y a un équilibre entre exigences scolaires et la réalité économique des étudiants. Pour que les études deviennent une priorité et pour que les universités deviennent des « usines » à élites, il faudrait

reconsidérer la place de l'étudiant dans la société. Je suis persuadé que si les étudiants n'avaient pas d'emplois, ils seraient de meilleurs étudiants. C'est un problème de priorités sociales. On veut une économie croissante et forte. Si on voulait une société plus intellectuelle, cela ferait longtemps que les universités seraient plus exigeantes et gratuites.

Ça diffère selon les domaines, par Myriam Francoeur

J'ai lu cet article (Nos universités, usines à diplômés) avec intérêt et j'ai l'intention de partager mon avis sur celui-ci.

Présentement étudiante à la maîtrise en physique à l'Université de Montréal, j'ai aussi fait mon baccalauréat en physique dans la même institution. Dans le cadre de ces études, j'ai eu l'occasion d'assister à des cours de physique, de mathématiques, de biologie et d'informatique, des domaines considérés comme des sciences pures. Les domaines des sciences pures sont réputés pour voir des cours difficiles dont les moyennes sont peu élevées. Ce ne fut toutefois pas le cas pour certains.

En physique comme en mathématiques, on pourrait faire une distinction entre les cours de la première année du bacc et les cours des années suivantes. La première année, dans ces deux domaines d'études, tout particulièrement en

mathématiques, était une «année-filtre» où les moyennes n'étaient jamais pondérées (à moins de conditions très particulières). Je me souviens de collègues en mathématiques qui ont vu la moyenne d'un cours d'analyse autour de 30% et malgré les examens suivants, les moyennes finales n'étaient pas vraiment plus hautes que 60%, malgré la pondération. Si 15 personnes échouaient au départ, ces mêmes personnes échouaient. Bien des étudiants se retrouvaient découragés et démunis devant de tels résultats et quittaient ces baccalauréats au bout d'une session ou deux. Dès la deuxième année, les professeurs commençaient à pondérer les notes en conséquence des groupes, mais je n'ai jamais vu de pondération extrême : par exemple, une moyenne passait de 60 à 65%, permettant peut-être à un étudiant ou deux de plus de réussir un cours. Au cours de la troisième année, on voit souvent les

moyennes augmenter, mais ce n'est pas grâce à la générosité du professeur, plutôt parce que les étudiants qui poursuivent leur troisième année d'étude sont forts de l'expérience acquise au cours des deux dernières années. Pourtant, la matière couverte dans les cours est bien plus complexe!

Dans le cas du cours que j'ai suivi en informatique/infographie, la matière était ridiculement facile, surtout en comparaison avec les cours de mathématiques et de physique. La matière était pré-digérée par le professeur et pourtant j'ai vu bien des étudiants vouloir cette matière encore plus réduite. Ce cours était principalement suivi par des étudiants en communication. La minime quantité de mathématiques dans le cours les perdait. Des mathématiques de secondaire 3!

Je peux aussi citer plusieurs cas d'amis et collègues qui ont assisté à des cours en géographie,



médecine, biologie, anglais, enseignement, etc., et où les moyennes étaient ultra-pondérées. Des cours où les étudiants se plaignaient des moyennes faibles (C -- 65%) et pourtant tout le monde réussissait. Et ces cours n'étaient pas difficiles,

que du par-cœur, en première, deuxième et troisième année!

Mis à part dans des domaines de sciences «pures et dures» comme physique et mathématiques, les cours sont beaucoup trop faciles. J'oserais dire que dans la plupart des domaines d'études, les

universités sont de vraies usines à diplômes. Qu'un professeur ou deux pondèrent un cours durant 3 ou 4 ans d'études me paraît correct (sous une bonne justification toutefois), mais que les étudiants choisissent un cours en fonction des moyennes habituelles est inadmissible.

Formation en travail social, par Bibiane Dutil

Contrairement aux programmes de droit et politique, mon programme, service social, en est un très contingenté, il est donc difficile d'y être admis. Par contre, une fois admis, malgré notre soif d'apprendre et celle d'être mieux outillé pour une éventuelle entrée sur le marché du travail, nous nous butons à une série de cours qui se recourent ou qui concrètement nous apportent moins. Personne n'a vraiment de mauvaises notes, ce qui fait

que personne n'est vraiment satisfait d'un À non plus. La formation est exigeante sur le plan quantitatif; beaucoup de lectures, beaucoup de travaux, stages... par contre, aucun échec. À la fin de notre formation, nous nous sentons démunis face aux défis qui nous attendent, nous prions pour que notre futur employeur soit patient par rapport au temps qu'il nous prendra pour s'ajuster à cette nouvelle réalité. Les employeurs sont

frustrés et les élèves également, nous voulons tous réduire cet écart de savoir qui crée un faussé entre notre formation universitaire et le marché du travail. Notre désir, aussi souvent crié lors des évaluations de programme durant la session, ne semble pas trouver écho auprès des têtes dirigeantes du programme. Il est clair, la pression commence à être palpable, que plusieurs programmes devront être révisés.

Décourageant, effectivement..., Julie Savard, Laval

Je suis étudiante à l'UQAM et je désire réagir à votre article. J'ai étudié (administration des affaires) à l'UQAM. Je suis donc en mesure de comparer, sinon plusieurs, au moins deux universités.

En travail social à Montréal, je crois que j'ai lâché autant à cause du traitement qu'on réservait aux étudiants de ma concentration que par découragement face à la situation du travailleur social au Québec. En effet, on nous changeait sans cesse et sans préavis de local pour nous envoyer à l'autre bout complètement du «tout petit» campus de l'université. Les cours étaient ennuyeux et on nous obligeait à reprendre des cours qu'on avait déjà suivis au cégep dans le cadre du nouveau programme parce que l'université ne s'y était pas encore adaptée.

Quand je suis arrivée à l'UQAM, je me disais que les étudiants y étaient probablement mieux traités étant donné la réputation socialiste et démocratique de l'institution. Je ne m'étais pas trompée... en principe... Pourquoi en principe? Parce qu'on nous dit quelque chose et qu'on fait autre chose. Je m'explique: les étudiants sont appelés à voter sur le plan de cours, c'est à dire sur la répartition des points pour les divers travaux et examens. Je ne suis pas trop d'accord sur la chose en partant, mais si on me dit que nous pouvons voter, je

m'attends à ce que mon vote compte. Pourtant, tout se fait à mains levées, on donne notre avis et en bout de ligne, c'est le prof qui tranche dans la très grande majorité des cas en faveur... de son idée initiale! De plus, il est tout à fait faux de dire que ce sont les étudiants qui exigent des travaux d'équipe. Ce doit être un prof qui vous a donné cette info. Personne n'aime faire un travail en équipe de 5, 6, 7, ou 8 membres tout simplement parce que le prof aura trop de copies à corriger autrement, et ça, je peux vous assurer que les profs le disent très ouvertement.

Pour ce qui est de votre commentaire sur la valeur du Bac, je ne peux, malheureusement, qu'être d'accord avec vous. Par contre, je crois que cela ne s'applique pas à tous les diplômés. Si certains tournent les coins ronds et sont carrément des boulets pour les membres de leurs différentes équipes de travail, certains autres travaillent fort et en donnent plus que ce qui est demandé. La frustration est alors que ce travail extra soit crédité à tous les membres de l'équipe. Je trouve qu'il devrait y avoir une liste noire des étudiants fainéants! Si tu ne fous rien et que les membres de ton équipe sont frustrés de la situation, ils devraient pouvoir le signaler au département. L'élève recevrait alors un avertissement

écrit seulement. Par contre, dès le deuxième signalement: liste noire! Tous les étudiants du département auraient accès à cette liste afin d'éviter de se retrouver avec ces boulets. Ces derniers se retrouveraient donc ensemble à la fin et finiraient «peut être» par échouer un cours.

Plus que la valeur du Bac, la valeur du MBA... Comment se fait-il que je connaisse autant de personnes autour de moi détenant un MBA? C'est aussi le cas pour les maîtrises en général, mais le MBA... c'est incroyable autant de «Maîtres»! Pourtant, je les entends dire des choses comme «C'est à cause que si j'aurais pu m'assir»! Comment quelqu'un avec ce niveau de scolarité peut-il s'exprimer de la sorte! Preuve du nivellement par le bas.

Bref, oui, c'est décourageant. Je termine un BAÀ sur lequel j'ai travaillé fort pendant 8 ans en travaillant en même temps et en mettant au monde 2 enfants, mais pourquoi? Pourtant, si il avait une meilleure sélection au départ et que les cours avaient été plus difficiles, le tout aurait peut être été plus facile puisque je n'aurais pas été obligée de travailler avec autant de cancrès, mais bien avec des gens brillants et motivés faisant face à des professeurs tout aussi motivés et motivants!

La formation universitaire, j'y crois, Virginie Bertrand-Gaucher, Récréologue

Plusieurs pourraient ne pas me croire, surtout avec mon bagage scolaire, j'ai un secondaire en sciences et nouvelles technologies, un diplôme collégial en administration, volet Marketing et un diplôme universitaire en Loisir, Culture et Tourisme. Formation complémentaire? Bien sûr. J'ai été à l'université en loisirs, quoi de plus facile pour dire que ma formation n'est pas de niveau universitaire. Tout le monde nous croit des spécialistes pour jouer au ballon, pour dessiner des affiches et pour être tout le temps sur le party. Mais non, en 3 ans de Bac, j'ai appris des choses, énormément.

Avec un cours d'espace et environnement, j'ai appris énormément sur le développement durable, sur la protection des berges, sur l'utilisation adéquate de la nature. Notre cours de politique, nous apprend comment monter une politique de la famille, du loisir, de la culture, nos cours de psycho portent non pas sur la psychologie en général, mais sur comment agir sur le terrain, comment réagir dans des situations de blessures où un jeune ne peut plus pratiquer SON sport et que nous devons lui trouver un loisir de remplacement. Mon Bac est 100% la bonne formule,

avec un long stage de 8 mois sur le terrain où nous voyons ce qu'est le milieu du loisir, de la culture, du tourisme, et de l'administration. En ce moment je travaille avec une technicienne en loisirs, elle a fait la formation similaire à la mienne, mais au niveau collégial, nous avons la même expérience sur le terrain, mais je vois une immense différence. Elle est forte pour être sur le terrain et moi faire en organisation. Ce qui fait de nous une équipe hors pair! Ma formation j'y tiens et je ne crois pas que nous sommes mal formés.

Le dévouement des chargés de cours, Alexandre Grimard Latulippe, Étudiant en Relation Industrielle

Bonjour, je trouve dommage de dénigré la valeur des chargés de cours. Pour ma part étant étudiant en relation industrielle de l'université Laval, j'ai eu d'excellent chargé de cours qui ont une pédagogie supérieure aux professeurs. Premièrement, ces gens ont une expérience de vie et de travail qui souvent malheureusement les professeurs n'ont pas vu qu'ils ont passé leur temps dans leur livre. Ce qui nous mène au deuxième, point la recherche, les chargés de cours sont des travailleurs comme nous le saurons à la fin de notre bac il nous enseigne ce qu'on doit connaître. J'ai eu un professeur qui côté pédagogie (on pourrait en

reparler) n'étais pas très forte par contre, c'étais une des meilleures chercheuses du département donc elle restait. Pour un professeur qui veut avoir des subventions pour sa recherche malheureusement, il doit enseigner un pourcentage de son temps. De plus, lorsque nous sommes au bac, vu un manque de chercheur les professeurs cherche à nous pousser à aller faire un doctorat, qui malheureusement n'est pas le cas pour tous. En étant au bac, je veux apprendre ce que sa va être lorsque je vais être sur le marché du travail et avoir les outils pour faire mon travail. Je veux un professeur qui sera capable de me donner un

cours, un bon pédagogue. Je ne suis pas intéressé de faire de la recherche pour m'intéresser au doctorat ou parce que le professeur n'est pas capable de passer sa matière autrement. Un des gros problèmes présentement dans les universités, c'est la diminution des professeurs, ce qui fait qu'il y a moins de cours disponible et les classes de plus en plus grosses. 120 étudiants c'est beaucoup. Ce qui est encore plus inquiétant que les chargés de cours, ces les cours à distance. Une personne ne pourrait jamais sortir de chez elle, pas faire c'est travaux et réussir les examens et avoir son diplôme.

Réaction d'une étudiante à la maîtrise en science politique, par Julie Guilbeault, D.e.s.s., M.A.(cand.), Archiviste professionnelle

Que dire de cette façon de faire... Je suis de celle qui a travaillé pour arriver à être admise au 2e cycle !!! Il m'aura fallu 10 ans pour arriver à réaliser mon rêve et ce, au prix de nombreux efforts, de nuits blanches, de pleurs... Ces pratiques déloyales font en sorte d'exclure ceux qui travaillent vraiment !!! Avoir des notes à l'université c'est plus que la moyenne !!!

Avec ce genre de pratiques, les administrateurs encouragent et favorisent l'émergence d'incompétents !!! Mais, les performeurs sur papier ont toujours leur place au sein des entreprises... Est-ce que c'est ce que veut la société québécoise ??? Veut-on de vrais professionnels ou des diplômés nuls à souhait ne sachant quoi faire de la théorie et encore moins de la pratique !!! Avoir des diplômes, c'est avoir des compétences et aussi avoir un esprit critique et scientifique !!!!

Prenons donc la peine de former des personnes ayant pour but de faire évoluer la science et la société dans laquelle ils vivent !!!! Nous ne sommes pas seulement des pelleteurs de nuages, mais bien des femmes et des hommes cherchant à améliorer le sort de tout un chacun selon nos spécialités !!!! Merci de nous aider à mettre de l'avant une société qui saura comprendre véritablement le rôle et le caractère scientifique de notre travail !!!!

En retard, par Marcel Therrien

Les universités canadiennes sont en retard et des idées de 1960. Les programmes devraient combiner classe et entreprises. Quand l'étudiant arrive sur le marché du travail, il n'est pas en retard. La

taille de ces universités qui mangent l'argent avec des déficits n'a aucune raison d'être. Très pauvre administration.

Pensez vers le futur est un manquement grave de

nos universités. Moi, j'ai fait mes études universitaires aux USA et j'en suis fier.

Des domaines exigeants, par Jean-Philippe Leclerc, Étudiant, ingénierie

Je fais présentement le BAC en ingénierie mécanique à l'ÉTS et je considère personnellement que ce domaine quoiqu'étant seulement un bac est excessivement exigeant. Je ne crois pas qu'une personne n'ayant pas à cœur la réussite et le

désir d'apprendre peu passer à travers ce défis qui me semble à moi étudiant de premier cycle; énorme. Par ailleurs, mes amis et collègues qui ont étudié dans d'autre sphères d'études (administration, marketing, science humaine) ne sem-

ble vraiment pas avoir le même engagement envers leurs études et semble penser que tout domaine d'étude est aussi accessible et atteignable que le leur.

De nombreux problèmes, par Pierre

Quand on parle du niveau des diplômés et des universités tout azimut il y a quelques éléments à distinguer pour ne pas tout mélanger.

Voici plusieurs éléments de réflexion :

1. le problème du sous-financement des universités a été discuté et rediscuté mais personne n'y comprend rien. Plusieurs facteurs s'y rattachent :
 - a. le principe de financement sur le nombre : qui mène à la course au marketing actuel
 - b. l'échelle Calder qui finance les étudiants équivalent temps plein en fonction de leur secteur : un étudiant en médecine est financé plus qu'un étudiant de sciences humaines. C'est correct mais pénalisant pour les écoles mono facultaires, qui ne peuvent utiliser le principe de vases communicants: l'exemple de Polytechnique est flagrant pourtant seule institution à avoir réalisé un déficit 0 jusqu'en 2005.
 - c. les subventions provinciales et fédérales tournent beaucoup sur les immobilisations (ex Fond canadien Innovation). Ces fonds dédiés permettent la construction de grands labos de recherche ou de nouveaux pavillons. Le problème c'est que l'université n'a pas plus d'argent pour les chauffer. On assiste donc au cercle vicieux suivant : pas d'argent pour fonctionner, on investit massivement dans des immos pour avoir plus de revenus et survivre et quand on se plante on se retrouve avec l'UQAM qui voulait au départ avoir des revenus pour enseigner correctement à des étudiants et qui va devoir couper partout.
 - d. le problème de communication : relisez ce que je viens de dire et essayer d'expliquer ça en termes simples à la population, vous comprendrez que nos gouvernements peuvent s'en tirer plus facilement
 - e. les frais aux étudiants : les frais perçus par le gouvernement ne avoisinent les 500 millions de dollars. Le budget total de l'éducation tourne autour de 15 milliards. On est donc dans le 3%. 2 conclusions :

est-ce que les étudiants doivent payer un peu ? Sûrement. Est-ce qu'ils peuvent régler

le problème ? bien sûr que non. Finalement, c'est hors scope mais une jeunesse endettée comme le sont les ingénieurs et les médecins finissants n'a pas le même engagement de rester au Québec quand on peut rembourser ses dettes en 5x plus vite aux USA (c'est ce qu'ont fait mes amis, ils ne reviennent pas tous). Quant la société te permet d'obtenir un diplôme sans t'endetter pour 10 ans, je pense que tu as plus envie de rester travailler ici.

2. le niveau des diplômés
 - a. le problème commence tôt : quand on lit mal et écrit mal et qu'on passe quand même. On a des lacunes qu'on ne résoudra pas à l'université.
 - b. le problème des garçons : non les filles ne sont pas plus intelligentes mais oui les garçons ont besoin de plus d'encadrement : je ne pense pas que l'envoi massif d'élèves en difficultés intellectuelles parfois grave dans des classes standards permet aux jeunes garçons de réussir en plus d'avoir diminué leurs activités sportives. je suis un hyperactif déclaré, je faisais du sport 5x par semaine et on ne m'a pas drogué avec cette horreur qu'est le ritalin. Le ritalin est pour les exceptions de même que l'obésité génétique. Quand les parents ne font pas leurs jobs, les profs ne peuvent pas tout récupérer. L'ennemi, c'est la malbouffe et le manque d'activité physique de groupe. C'est vrai pour les adultes et encore plus chez les enfants.
 - c. les diplômés à rabais : deux choses ont changé. 1. les compétences fondamentales ne sont plus suffisantes aujourd'hui tant les entreprises ont besoin de soft skills. De là à les enlever toutes il y a un gap mais les cours appliqués sont une belle embellie à mon avis.
3. la main-d'œuvre est tellement en manque que le marché est prêt à absorber des gens qu'ils

vont former en continu après leurs embauche. Il n'y qu'à regarder les programme RH des grandes entreprises québécoises.

- a. les diplômés à rabais : il y a un gap entre la vieille garde d'éducation classique et les finissants d'aujourd'hui. Je peux comprendre le malaise mais l'exemple du représentant en voiture qui a un bac en est un de mauvais goût. C'est une job comme une autre qui prépare un employé au terrain.

Son bac lui permettra par contre d'évoluer et de prendre du galon jusqu'à des activités de gestion. Je trouve ça plus intelligent de placer des universitaires sur le terrain pour compléter leur formation théorique en leur donnant un bagage pour évoluer que de mettre des «sans bacs» dans des jobs sans avenir. Le diplôme doit être vu comme un outil de repositionnement par rapport à sa carrière et la société ou l'on évolue et pas seulement un tremplin pour une première job. J'ai connu assez de doctorants et de MBA sans expérience du terrain incapables de gérer des projets mais trop diplômés pour aller se faire les dents sur le terrain

4. Finalement, mon avis sur le to do est le suivant :
 - a. prioriser les élèves du primaire qui ont tout pour réussir (ex : garçon intelligent mais turbulent). En bref, que quelqu'un leur fasse faire du sport et qu'on embauche des gens pour s'occuper des élèves handicapés parce que les élèves normaux AUSSI ont droit à l'encadrement. (je précise que j'ai été animateur pour public difficile : jeunes contrevenants et handicapés. n'empêche que ce qui se passe pour les jeunes garçons au Québec est une honte que le Québec va payer très cher dans 5 à dix ans)
 - b. avoir un modèle mixte de financement pour les universités pas seulement basé sur le nombre d'étudiants mais aussi sur les coûts de systèmes

c. investir en éducation, c'est rentable parce que les diplômés paient bien plus d'impôt que les autres. Alors qu'on mette les sous. Ça éviterait sans doute que les universités se lancent dans des projets qui

ne sont pas dans leur mandat et se mettent encore plus dans le trou.
d. l'endettement étudiant doit être combattu parce qu'il désolidarise les finissants. Le Québec les voit comme des enfants gâtés mais aller dire à un médecin finissant en-

detté de 50 000\$ qu'il doit rester endetté 10 ans ici au lieu de deux aux USA. À votre avis il répond quoi? Par contre à 5 000 de dettes il y pensera à deux fois à quitter son Québec, sa langue, et la société qui a payé ses études.

Prof retraitée, bien contente d'avoir quitté, par Françoise Labelle

J'ai été prof à l'UQAC pendant 25 ans. J'ai pris ma retraite anticipée il y a trois ans. Je ne m'y sentais plus utile.

Tout est axé sur la production de publications dont la valeur est absolument nulle pour les trois-quarts.

L'enseignement, très important pour moi, n'a jamais été valorisé. On vous décourageait de mettre du temps dans l'enseignement.

Le contenu des cours n'est jamais évalué: ça fait partie de la procédure.

Les étudiants, qui ne peuvent pas évaluer le contenu, vous évaluent sur le show que vous donnez. Très déplaisant.

Si vous faites travailler les étudiants, les bons vont vous évaluer positivement, les autres non. Abolissez les universités. Vous verrez, on ne s'en portera pas plus mal.

Les bacs à vidanges, par Karine Pomerleau

Votre article me touche beaucoup car mon conjoint vient de terminer (en décembre dernier) son bac en droit et relations internationales à l'UQAM, avec une moyenne de 88%. Je tiens à spécifier que c'est un programme très contingenté. Il est aussi titulaire d'un certificat en langue et culture arabes. Et il est en recherche d'emploi constamment depuis! Son maudit baccalauréat ne lui sert à rien!!!!On a cherché partout! Depuis 5 mois!

Il parle d'aller faire sa maîtrise, on ne sait jamais, ça pourrait lui ouvrir des portes...Maintenant un bac, à moins d'avoir fait un programme comme moi qui amène directement à un emploi (enseignement) ce n'est plus synonyme de belle job! Mon chum regrette sincèrement d'avoir choisi la voie de l'éducation (et de l'endettement) et de n'être pas devenu mécanicien! Les universités devraient réviser leur choix de programmes, et ne plus en ouvrir au nom ronflant et qui sont vide de

perspectives d'emploi! Ou les raccourcir! Comme moi, mon bac de 4 ans, j'aurai pu le faire facilement en 3 ans. En rajoutant des cours de répétitions du genre introduction au droit international et le droit international I, II, III, IV, on rallonge le temps de pauvreté et on enlève l'envie de poursuivre jusqu'à la maîtrise! En tout cas, si vous trouvez une offre d'emploi pour un diplômé en droit international et relations internationales, faites-moi signe et je vous donnerai un gros bec!

Nos universités, usine à diplômé et comment!!, par Nadine Dodeman

Enfin un article qui soulève une question trop longtemps occultée! J'ai complété un Bac en Sociologie à l'UQAM et ce fut la désillusion totale. Moi qui avait décroché après le secondaire, le retour sur les bancs d'école était important. J'ai vite déchanté: on votait les plans de cours! Les profs devaient nous rendre des comptes si un

examen était trop difficile... Non mais je rêve ou quoi? Y a-t-il un pilote dans l'avion??
À quoi sert l'effort quand autour de nous des cancre attendent patiemment leur papier? J'ai rencontré des collègues qui n'avaient jamais lu de textes en vieux français et qui ignoraient seulement que ça avait existé! Et que dire de cette étudiante en troisième année de sciences politi-

ques qui ignorait tout de la Révolution Islamique et du Sha d'Iran!!
Je suis malgré tout fière des efforts que j'ai déployés car j'ai bien souvent volontairement demandé à mes professeurs des travaux différents, mais croyez-moi je ne suis pas impressionnée par la qualité des gens que j'y ai rencontré.

Un bac qui ne sert à rien, par Guillaume Goulet-Vallières

J'en ai long à dire sur ce sujet, et sur le cœur. Je vais parler de mon expérience personnel. Je travail en informatique, et selon moi, un Bach. en informatique ça vaut RIEN. Absolument RIEN, ce n'est qu'un simple bout de papier bon pour le recyclage sans plus. Et je reste polie. Voici mon expérience.

1. Après 6 mois dans mon milieu de travail, je me fais offrir un poste d'analyse informatique, poste habituellement réservé au bachelier et/ou technicien avec au moins 6 années d'expérience d'analyse. Je ne possède qu'un «simple» D.E.C., j'ai AUCUNE expérience en analyse. Je vais taire le nom de mon employeur, mais avec plusieurs milliers d'employés et un chiffre d'affaires dans les milliards

de dollars, inutile de dire que ce n'est pas une binnerie.
2. J'ai plus appris pendant mes trois années de formations techniques, que je n'aurais pu le faire pendant 3 années à l'université. J'ai passé «une merveilleuse» session à l'université Laval. Résultat 1200\$ en moins, et AUCUNE connaissance de plus en lien avec le domaine... Et je tiens à souligner le AUCUNE, parce que pour moi l'université était le haut lieu où l'on allait m'ouvrir les méandres de l'informatique, malheureusement plusieurs sites web m'offre beaucoup plus en termes de connaissances. Je suis encore déçu de mon expérience.
3. Plusieurs de mes ami(e)s, qui ont continué leurs parcours universitaires, malgré les lacu-

nes du programmes, sont à l'université seulement pour l'obtention d'un bout de papier qui leur garantira un poste d'analyste, quand beaucoup d'autre technicien que je connais seraient bien meilleurs qu'eux, mais bon mes amis auront les bouts de papier.
Si c'est ça l'université.... moi je décroche.
Mais bon j'ai déjà un poste comme analyste et je fais très bien la job, alors si l'université n'est pas réellement la clé du savoir, à quoi sert t'elle vraiment ???
Je finirai par souligner que cette situation ne s'applique pas à tous les programmes. Mais, par expérience, elle s'applique au programme en informatique de l'université LAVAL.
C'est mon opinion...

Des conclusions sans fondement, par Francis

J'ai lu avec intérêt la série d'articles dans *La Presse* sur les universités publiés ce matin. Je vous invite à la prudence concernant les conclusions de ces articles. Bien que le constat semble alarmant et triste, je pense qu'il est inexact. Le constat, les auteurs semblent le faire en analysant la situation uniquement basée sur des programmes ciblés à forte concentration autour des sciences humaines et sociales.

De ce fait, ils ne devraient pas généraliser à l'ensemble des programmes universitaires. Les programmes de sciences, sciences de la santé (incluant les sciences médicales) et sciences appliquées sont excellents au Québec. Les étudiants complétant ces programmes sont parmi les meilleurs au Canada et se comparent bien au niveau international. En aucun cas on ne peut comparer l'enseignement des sciences au CEGEP avec le niveau universitaire. Faire ce genre de conclusion est forcément démagogique et fort

malheureux. Ce qui est vrai par contre, c'est que les étudiants sont de moins en moins bien préparés pour le début d'un baccalauréat en science (ou diplôme de médecine) car ils ont plus de difficulté à maîtriser les sciences de base et les mathématiques.

Depuis quelques années, pour des considérations souvent politiques, les programmes aux niveaux primaires et secondaires sont axés sur l'apprentissage du Français et nous avons involontairement, sûrement diminué l'importance relative aux mathématiques et sciences naturelles. Ce retard se fait surtout sentir au CEGEP et au début du baccalauréat. Heureusement, pour la majorité des étudiants, nous sommes en mesure de récupérer l'essentiel, mais les programmes ont dû être adaptés pour pallier à ce déficit. De plus, avec l'informatisation de l'information, et le peu d'investissement dans les bibliothèques scolaires, les étudiants ont beaucoup de difficulté avec l'utilisa-

tion des références scolaires, car ils n'ont pas été initiés correctement au fonctionnement d'une bibliothèque, la recherche et l'analyse d'information. Ceci constitue malheureusement un obstacle majeur en début de formation universitaire en science.

Je crois que les conclusions sont erronées et ils devraient refaire l'analyse en incluant un examen des programmes menant à des diplômés à connotation scientifiques, car ils ne peuvent généraliser sans discuter de la situation dans les facultés de sciences, génies (sciences appliquées) et de médecine. En fait, il est impératif pour bien comprendre la situation dans son ensemble d'inclure une analyse de fond concernant le financement universitaire (incluant le financement de la recherche). Depuis 1994, les universités québécoises souffrent de sous financement chronique et actuellement, la majorité des institutions québécoises sont près de la faillite technique. Faudrait

se poser des questions sur les conséquences de ce sous financement et l'éducation au premier cycle, mais aussi aux cycles supérieurs. L'avenir du Québec passe par un système d'éducation

solide et nous aurons des choix de sociétés important à faire prochainement concernant l'éducation. Les médias ont un rôle important dans la sensibilisation du publique, mais il faut regarder la situa-

tion dans son ensemble avant de faire des conclusions hâtives ou sensationnalistes.

L'université, bientôt une école secondaire?, par Charles, 26 ans, Québec

J'abonde dans le même sens que Philippe Faucher, directeur du département de science politique à l'Université de Montréal. La qualité de la représentation du diplôme, soit celle du cégep ou de l'université, s'est diluée. C'est normal, c'est l'effet de l'offre et de la demande.

Auparavant, les gens étaient moins scolarisés et le simple fait d'avoir un diplôme du cégep était prestigieux. Les gens de ma génération se sont fait répéter que pour réussir dans la vie, il fallait faire des études. Conséquence, de plus en plus d'étudiants se sont dirigé au cégep puis vers le BACC ensuite la maîtrise. Ce qui a pour résultat que les gens sont plus scolarisés, mais les postes n'ont pas évolué entre temps. Les employeurs

ayant le beau jeu, pour un poste qui demandait un simple secondaire exige aujourd'hui un cégep, et pour un poste de technicien aujourd'hui peut demander un bac.

Je peux vous citer mon expérience pour cause. J'ai étudié en administration, le domaine où l'étudiant qui ne sait pas où s'orienter s'inscrit. Après avoir obtenu mon DEC, j'ai été appelé à remplacer une personne qui était en poste depuis 15 ans, mais qui n'avait qu'un secondaire. Je me suis dit que je n'avais pas étudié 3 ans pour occuper un poste qui n'exploite pas vraiment mes connaissances et je me suis donc inscrit à l'université en administration. Une fois en poche ce diplôme, seuls les emplois de technicien sont

accessibles. En administration, il a trop de diplômés. Est-ce possible de contingerer ce domaine pour que les finissants occupent des postes de professionnel? Non, car chaque étudiant représente des revenus pour l'université et le but est d'en produire le plus que possible.

Aujourd'hui, j'occupe un poste de technicien malgré mon bac et mes 2 ans d'expérience. Je suis donc de retour sur les bancs d'école pour compléter un certificat en comptabilité dans le but d'obtenir le titre CMA dans l'espoir de me démarquer de la masse et ainsi obtenir un poste qui reflète mes compétences.

De l'argent vite fait, bien fait, par Édouard

Je suis étudiant au bac en Administration à l'UQAM et j'ai bien aimé votre article. Il est vrai de mentionner que «De l'argent vite fait, bien fait».

En ce qui me concerne, au département des sciences de l'administration, cette phrase devrait en être le slogan, je trouve qu'il y a beaucoup d'étudiants que ce soit au niveau du Bac ou des certificats et cela cause plus de désavantages que d'avantages. Avec ce que j'entends, il est facile de croire que toutes les universités ont la même manière de pensée.

Bien entendu que c'est avantageux pour l'université sur le côté monétaire mais rien de valorisant pour les étudiants surtout à la première ou la deuxième où il y a un grand mélange d'étudiant et ce qui me déçoit c'est qu'un certain nombre d'étudiants s'inscrivent pour aller chercher des nouvelles connaissances et avoir une ouverture d'esprit sur différents sujets mais avec une telle facilité d'accès, plus souvent qu'autrement on se retrouve avec des gens moins motivés que d'autre et il devient difficile d'avoir une bonne synergie au sein de la classe et encore plus difficile de gérer les équipes de travail pour les travaux pratiques.

En fait, il faut chercher à savoir ce qui est plus important pour l'université ! Est-ce que c'est le fait d'avoir le plus d'étudiants et ainsi avoir plus d'argent dans ses coffres ou de s'assurer de la qualité de l'enseignement et le bien-être des étudiants.

Il faut mentionner que la qualité de certain cours laisse à désirer. De nos jours les présentations power point sont omniprésentes, alors le cours magistral est en fait la lecture mot à mot des acétates power point et pour ce qui des explications, disons que c'est assez rapide et vague. D'autant plus que la majorité des enseignants sont en fait des chargés de cours, qui combinent cours, travail quotidien et diverses autres activités. Malheureusement, on dirait que les cours qu'ils ont à enseigner se retrouvent en bas de la liste des choses à faire et qu'il y consacre un minimum de temps pour le préparer.

Voici un exemple, l'examen pour le cours de Statistiques est en fait un examen à choix de réponses. Alors, peu importe si 90% de la démarche du calcul est bon et que l'étudiant effectue une faute en fin de calcul et qu'il encercler la mauvaise réponse, alors il obtient zéro (0) pour cette réponse. C'est le cas de le dire, les mathématiques sont une science exacte ! Ce genre d'examen accélèrent la correction, alors les correcteurs n'ont plus à passer leur nuit là dessus. En bout de ligne ce n'est pas vraiment une solution gagnant - gagnant ...

Étant en fin de bac, je dois dire que sur les 28 cours que j'ai suivis jusqu'à présent, je dirais qu'il y a environ 10 - 12 enseignants dont j'aurai pu me passer et parmi ces cours au moins 6 d'entre eux que j'aurai mieux aimé suivre des cours dont

j'aurai eu un plus grand intérêt, mais comme l'UQAM m'a souvent répondu, «si le cours ne figure pas parmi la liste proposé de ton bac, alors tu ne peux pas le changer». Je trouve ça un peu désolant, étant une personne qui combine travail et études j'aurai souhaité suivre des cours qui sont plus représentatif de mon cheminement.

Voici une liste non exhaustive de points qui seraient à améliorer :

- Une structure améliorée et ajusté selon les différentes clientèles d'étudiants (I.E : étudiants à temps plein, étudiants à temps partiel, travailleur-étudiant, etc.)
- Envisager la possibilité d'avoir des barrières à l'entrée supplémentaire, afin de s'assurer que les gens motivés ceux désirant poursuivre à un niveau supérieur soient accepté.
- Garder une synergie au sein des groupes, surtout les étudiants à temps plein et les enseignants. Suivre la technologie ... SVP WiFi payant ou non dans toutes les classes étant donné que plusieurs travaux d'équipe se font dans les classes
- Avoir un plan pour les étudiants qui travail à temps plein et aimerait suivre des cours spécifiques à leur cheminement de carrière serait apprécié par une grande majorité.
- Avoir des enseignants, ou chargés de cours qui sont intéressés à enseigner et qui seront encadré par l'administration.

Vision partagée, par Carl Letendre, B.Ing., MBA, Chargé de cours, HEC Montréal

Je suis diplômé de Polytechnique et HEC, en plus d'être chargé de cours aux HEC.

Je partage totalement la vision selon laquelle les universités subissent une pression à la baisse de la qualité de leur enseignement. Le vrai problème se cache à mon avis simplement dans leur mode de financement. Les contrats de performance du milieu des années '90, contre lesquels j'ai milité activement comme représentant étudiant, ont forcé les universités à admettre davantage d'étudiants et diplômés ceux-ci dans les délais prescrits. Les établissements, en manque flagrant de

fonds, n'ont eu autre choix que d'obtempérer aux propositions irréflechies et irresponsables du ministère de l'éducation, qui se sont contentés d'une vision à très court terme, tentant de satisfaire un marché de l'emploi en plein ébullition et des établissements désespérés qui auraient accepté tout financement additionnel, quelles que soient les conditions. Les conséquences furent un nivellement par le bas de la qualité des cours, une élimination de la notion d'échec. De facto, depuis 1996, on peut adjoindre les diplômés avec les lettres d'admission!

Alors la question se pose : comment renverser la vapeur d'un système devenu laxer, qui desserre une clientèle de génération X (avec tout ce que ceci implique)? Le facteur principal, tout comme dans bien des industries, est à mon avis une surcapacité dans le système. Il faudrait, à mon avis, réduire et limiter l'offre de cours, l'offre de programmes, et éliminer des doublons entre universités. Ceci aurait une pression accrue sur les admissions de qualité, réduirait la présence (voire l'abus) de chargés de cours et éviterait la McDo-isation de nos diplômes universitaires.

Olivier Charest, Président de l'Association des Étudiant(e)s aux cycles supérieurs en Sciences économiques, Université de Montréal

Pierre Foglia l'avait très bien expliqué dans sa chronique «le bouton d'en haut» : la droite (voir ici les employeurs) pousse l'enseignement à être purement technique, sans se soucier de développer les connaissances fondamentales - apprendre à apprendre, ou apprendre à se débrouiller, cela n'est pas valorisé; la gauche (voir ici les anti-

élitiste) nivelle vers le bas, en permettant à la moyenne des étudiants de passer, peu importe où elle se trouve.

Résultat : La quasi-totalité de nos examens ne sont que du recopiage des démonstrations faites en séances de travaux pratiques. Or, comme on nivelle vers le bas, on donne quand même un

diplôme à la moitié de la classe qui n'a même pas été foutue de recopier correctement sa démonstration. Par ailleurs, on laisse tomber toute rigueur linguistique - de toute façon, ton employeur aura le logiciel Antidote.

La correction d'examens (et l'attribution de notes qui en découle) suit cette logique : il y aura beau-



coup de points accordés à la démarche si elle ressemble à celle enseignée en classe, même si le raisonnement est inexact; par contre, celui qui trouvera la bonne réponse en passant par un

autre chemin ne recevra pas la totalité des points. Il faut répéter la formule, n'essayez pas de démontrer que vous avez compris en empruntant un autre chemin.

On forme ici des fonctionnaires, qui seront plus ou moins capables d'appliquer une formule qu'on leur a déjà enseignée. Du CÉGEP à la maîtrise, c'est pareil : «ne pense pas, mémorise!».

Problème social, Simon Ménard, Étudiant au Département de Géographie, Urbanisme et Environnement, Université Concordia

Notamment par rapport à ce que M. Faucher soulève, je crois que le Québec fait face à un problème social de perfectionnisme plutôt qu'une problématique relié à ces universités. J'aurais

beaucoup de difficultés à croire que ce phénomène social est relié strictement à la qualité de la formation. Pour voir ce perfectionnisme l'on a qu'à regardé ce qui se passe avec les choix éducation-

nel que les parents d'aujourd'hui font. Je crois que cela peut expliquer bien des questions qui pèsent contre le réseau universitaire

Une vraie farce, par Marc-André Pariseau, Étudiant en génie industriel, UQTR

Pour ma part, je suis étudiant à l'UQTR en génie industriel et je peux vous dire que la formation donnée est une vraie farce, mais pas la même que ce qui est mentionné dans l'article. En effet, dans mon cas, il n'est pas question de cours trop facile. Il est plutôt question de cours inutiles... Les étudiants sont tellement mal préparés pour le marché du travail! On pourrait facilement enlever 10 cours du baccalauréat et cela ne changerait absolument rien à mon niveau de connaissances

nécessaires à l'ingénieur. On fait des mathématiques et de la chimie absolument théoriques et donc parfaitement inutiles alors qu'on ne voit pas du tout des sujets comme l'environnement, l'éthique ou la mondialisation. On nous parle jamais de la situation du domaine manufacturier si ce n'est que les entreprises s'exilent. Mais ça, pas besoin d'aller à l'université pour être au courant! Je serai diplômé en décembre 2008 et je n'ai aucune idée si on peut considérer que le fait de faire fabriquer

les biens dans des pays plus pauvres pourrait s'avérer néanmoins une bonne chose puisque, à tout le moins, de l'emploi est créé dans des pays en développement. En résumé, baccalauréat en génie industriel à l'UQTR : manque de vision, plein de cours inutiles et pas nécessairement faciles (bien au contraire!), diplômés mal préparés au marché du travail.

Quand nos diplômes ne seront plus que papier..., par Jean-Sébastien Dupont

Je délaisse le domaine juridique ce mois-ci pour traiter d'une question totalement étrangère au droit, mais qui est néanmoins tout aussi importante et qui mérite qu'on s'y attarde. Le fait est que, malgré mon jeune âge, je constate que le niveau de l'éducation primaire et secondaire a baissé considérablement depuis que j'ai quitté les bancs de ma petite école. Alors que pendant longtemps de nombreux pays se sont servis du système québécois comme modèle, aujourd'hui j'ai l'impression que nous avons de moins en moins de quoi être fiers...

Je n'ai pas d'étude sur la question et je n'œuvre pas non plus dans ce domaine. Loin de moi la prétention de fournir un portrait complet et totalement objectif de la situation. J'ai toutefois eu l'opportunité d'observer ou d'avoir connaissance de nombreux faits et anecdotes plutôt inusités voir inquiétants. Il faut dire que j'ai un frère plus jeune qui termine son primaire et une sœur qui débute son secondaire. J'ai également plusieurs connaissances qui étudient pour devenir enseignants.

L'argument peut sembler un peu trop facile, mais il n'en demeure pas moins que tout semble avoir débuté avec cette fameuse réforme dont nous entendons parler depuis des années et qui risque de continuer de faire jaser pour quelques années encore. Essentiellement, nous sommes passés d'un système par objectifs à un système par compétences. Je serais bien mal aisé de tenter de vous expliquer ce que cela signifie concrètement, car moi-même j'ai peine à comprendre lorsqu'on me l'explique. Par contre, j'ai pu observer quelques changements concrets apportés par cette réforme.

Tout d'abord, il n'est plus possible de devoir recommencer, redoubler, une année au niveau primaire. Tous ceux qui ont fait leurs études primaires au Québec ont certainement connu une ou plusieurs personnes qui ont eu la chance ou la malchance, selon le point de vue, de devoir recommencer une ou plusieurs années du primaire. En 2000, le gouvernement a décidé de totalement exclure cette possibilité. En 2005, on est quelque peu revenu sur cette décision. Il n'est plus totalement exclu de faire redoubler un enfant, mais cela est extrêmement rare. En fait, les élèves ont deux années pour compléter leurs apprentissages. Par conséquent, il n'est possible de redoubler qu'à la fin de la 2e, 4e ou 6e année. Il n'en demeure pas moins que rares sont les enfants à qui on demande de recommencer une année. L'objectif

du gouvernement derrière cette mesure était de favoriser un encadrement particulier des élèves qui éprouvent des difficultés plutôt que de leur faire reprendre une année entière alors que normalement il y a tout de même un certain apprentissage qui a été fait. L'idée semble louable sur papier, mais le problème est que, dans les faits, les écoles ne disposent pas des ressources humaines et financières suffisantes pour encadrer ces élèves qui apprennent moins rapidement et moins facilement que leurs camarades de classe. Le résultat étant que, comme ils ne peuvent que très exceptionnellement redoubler et qu'ils ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin, ils arrivent au secondaire en ayant des lacunes importantes en français, en mathématiques et dans d'autres matières fondamentales.

Un autre facteur qui pourrait expliquer pourquoi les jeunes éprouvent de grandes difficultés dans des matières aussi importantes pourrait être l'éducation même des enseignants. J'ai une amie qui est au baccalauréat en enseignement primaire et préscolaire à l'Université de Sherbrooke et chaque fois qu'elle me parle de son programme, je suis un peu plus abasourdi et découragé. Après deux années du baccalauréat de complétées, elle a eu des cours de psychologie, des cours de musique, d'arts plastiques ou de comment réaliser un site Internet (souvent du même niveau ou presque de ce que nous avons nous même reçu à l'école primaire), mais absolument aucun cours obligatoire de français. On leur demande donc d'enseigner le français ou les mathématiques avec les notions qu'ils ont acquises tout au long de leur cheminement et qu'ils n'ont pas nécessairement toujours très bien assimilées ou comprises. Quand on voit, à chaque année, que le taux d'échec à l'examen de français obligatoire pour tous les futurs enseignants est si élevé, il y a de quoi s'inquiéter quand on sait que ce sont ces personnes qui vont tenter d'enseigner le français à des enfants de moins de 10 ans.

On tente de remédier à ces difficultés en français d'une bien drôle de manière. On a créé une nouvelle orthographe dans laquelle on corrige, dit-on, les exceptions de la langue française qui posent tant problème à ceux qui tentent d'apprendre à bien écrire. Ainsi, il sera désormais permis d'écrire « ognon », « exéma », « évènement », « relai », etc. Plus aucun mot, sauf très rares exceptions, n'auront d'accent circonflexe et les nombres composés seront tous séparés de traits d'union pour éviter toute confusion. À vouloir faciliter

l'usage du français, ou pallier à la piètre qualité de son enseignement, ne sommes nous pas en train de diluer la richesse de notre langue?

L'école primaire sert à apprendre beaucoup plus que le français, les mathématiques ou l'anglais. C'est également là que beaucoup d'habiletés relationnelles, communicationnelles et sociales sont développées. Il est donc tout à fait normal, et nous en avons tous de bons souvenirs, de passer un certains temps à jouer, à organiser des activités sociales, etc. Il semblerait toutefois que cette facette de l'éducation primaire prenne de plus en plus d'importance. L'automne dernier, mon plus jeune frère passait 45-60 minutes tous les lundis pour s'adonner, avec le restant de sa classe, à une causerie. Idée originale qui aurait pu permettre à l'enseignant de traiter de sujets importants, mais qui ne font plus partie du programme (je pense notamment à l'éducation sexuelle). Toutefois, la très grande majorité des semaines, le sujet a été « Occupation Double »... Sans compter que maintenant, il faut près d'une semaine d'activités pour fêter l'Halloween. Au nombre de fêtes qu'il y a dans une année, cela représente beaucoup de journées d'apprentissages perdues...

Ces dernières anecdotes proviennent d'une école publique, mais la situation n'est guère plus reluisante dans le privé. Ma sœur fréquente une des écoles privées les mieux classées dans le magazine « l'Actualité » et pourtant elle a eu droit à une journée de congé le lendemain de la soirée des rencontres parents/professeurs, en plein milieu de la semaine, pour que les enseignants puissent se reposer de leur soirée...

Ces élèves en difficulté ou en retard étant de plus en plus nombreux à arriver au secondaire, les enseignants, ne pouvant pas recommencer tout l'apprentissage qui aurait dû être fait au primaire, n'ont d'autre choix que d'abaisser leurs exigences. Nombreux sont les professeurs d'expérience qui peuvent témoigner de cette baisse du niveau d'années en années.

Ensuite, il est possible pour ces étudiants de terminer leur secondaire tout en ayant bien souvent un niveau inadéquat, du moins si on le compare à celui d'il y a quelques années. Pour éviter qu'ils soient tous bloqués et ne peuvent accéder à des études collégiales, le ministère a baissé, l'automne dernier (Justine St-Jacques en parlait alors dans un éditorial) le niveau minimum requis en mathématiques pour accéder aux programmes de sciences humaines dont le programme de

sciences infirmières. Considérant que ce sont les infirmières qui sont responsables de l'administration des médicaments, il me semble assez important qu'elles puissent savoir calculer les doses correctement. Ma copine est justement étudiante en sciences infirmières au collégial. À chaque début de session, ses collègues et elles ont dû passer un examen de posologie, c'est-à-dire une évaluation de leur capacité à calculer des doses de médicament ou dit plus simplement, un examen de mathématiques. L'examen n'est évidemment pas le même à chaque session, mais le principe demeure le même. À sa dernière session, soit près de deux ans et demi après le début de sa formation, seulement 3 étudiants sur un total de 35 ont réussi cet examen. Évidemment, deux examens de reprise plus tard, tout le monde avait fini par réussir! La direction ne peut pas permet-

tre à un professeur de couler un si grand nombre d'étudiants. Cela me laisse toutefois penser qu'il pourrait être lucratif de me diriger vers une pratique en responsabilité médicale; quelque chose me dit que d'ici quelques années, il va y avoir une demande importante!

Une étude publiée cette semaine montre que, au Canada, on a battu un record concernant la proportion de la population qui détient un diplôme universitaire. Est-ce parce que les études universitaires sont plus accessibles qu'avant ou est-ce que les diplômés techniques et professionnelles sont moins bien reconnues qu'avant? Je sais, par expérience, que dans certains domaines, les employeurs exigent maintenant que les candidats détiennent nécessairement un diplôme universitaire même si, en pratique, la formation technique serait bien souvent suffisante. Si la tendance se

maintient, ce sont les universités qui devront éventuellement abaisser leurs exigences pour s'assurer d'avoir des étudiants. Bref, bien que jusqu'à maintenant nos diplômes universitaires jouissaient, dans de nombreux domaines, d'une excellente reconnaissance à travers le monde, j'ai bien peur que si nous continuons sur cette lancée, bientôt nos diplômes ne vaudront rien de plus que le papier sur lequel ils sont imprimés...

Note : Malgré le ton légèrement cynique de cette chronique, je tiens tout de même à souligner qu'il y a encore de nombreux excellents enseignants qui sont passionnés par leur métier. Je lève mon chapeau à toutes ces personnes qui ont le courage et l'énergie de s'occuper, chaque jour, de plus de 30 enfants alors que beaucoup ont du mal avec seulement un ou deux.

Le niveau des universités québécoises, par Isabelle Robillard, Montréal

Je suis sincèrement terrifiée à l'idée que nous nous enlions à ce point comme société.

Mon père est professeur à polytechnique et j'ai grandi avec les valeurs de ma famille où l'éducation était au cœur de nos priorités.

Je suis absolument désolé pour mes enfants car je me demande si, en restant au Québec, ils auront accès à une éducation valable. Je vais tout faire pour qu'ils apprennent l'anglais afin qu'ils aient la possibilité d'aller au Canada anglais ou ailleurs dans le monde...

Au fait, si vous voyagez un peu et demandez à un étranger de vous nommez une université de la ville de Montréal, laquelle croyez-vous qu'il nommera, si jamais il y arrive?

McGill, bien sûr... On peut trouver toute sortes de raisons pour expliquer cela: c'est la plus vieille donc la plus reconnue, c'est parce qu'on y parle anglais (de là, il n'y a qu'un pas pour y aller de notre marotte nationale c'est-la-faute-àux-maudits-anglais)... Moi je penche pour la raison suivante: c'est encore là que le niveau est le mieux. Et pour les étudiants de l'UQAM qui votent les plans de cours, j'ai une anecdote amusante à leur raconter: en 1964, mon père faisait sa maîtrise en génie au MIT (Massachusetts Institute of Technology). Devant l'avalanche de travaux que sa classe se faisait donner il demanda à ses camarades si il n'y avait pas moyens de parlementer afin de réduire l'ampleur des travaux car il ne voyait

vraiment pas comment il en viendrait à bout. Et un camarade de rétorquer: au prix que je paye pour venir ici, j'en veux pour mon argent! Et toc! C'est ce qu'on peut nommer le choc des cultures...

Hausser les frais de scolarité est une question de survie pour nos universités québécoises. Ça n'a aucun sens de laisser les tarifs aussi bas.

D'autre part, si j'avais du temps et beaucoup d'argent, c'est un recours collectif que j'intenterais au ministère de l'éducation car avec leur réforme et leurs idées anti-élitistes, ils sont en train de saboter notre société. Rien de moins!

Réaction: qualité de l'éducation, par Benoit Tessier, étudiant à la maîtrise en science politique, UQAM

Que de conclusions faciles et bâclées pour une presse à scandale qui fait rêver les Elvis Gratton de ce monde d'un «vrai» changement *in the province of Quebec*. Éliminons les programmes inutiles! «Les arts, la musique, la philosophie, ça coûte une fortune pis ça rapporte pas 5 cennes! Il faut se débarrasser de ça! Pis tout le reste, il faut privatiser...»

On pourrait paraphraser notre caricature nationale pendant des pages qu'on s'éloignerait à peine des opinions riches, recherchées et pertinentes (sic) de certains personnages, malheureusement bien réels.

D'ailleurs, je vais faire épargner du temps, si précieux (le temps, c'est de l'argent), à Ses illustres Majestés, notre Élite, qui sont au fond les seuls à avoir raison, en les avertissant de l'illégitimité de mes propos. En effet, j'ai fait mes études au Québec. Pas aux States, ni en Angleterre, mais au Québec. Je suis donc un abruti qui ne sait rien. Je ne sais que bricoler, pelleter des nuages et manger de la misère. Et encore, j'ai passé mon cours de bricolage sans avoir réussi l'examen, ce qui, croyons-en cet article, est très fréquent. (musique dramatique!)

Mon honteux baccalauréat en communication et politique de l'Université de Montréal, assorti d'une ignoble maîtrise en science politique de l'UQAM que j'obtiendrai sous peu, si je réussis à réciter par cœur, le jour de l'examen, la liste des premiers ministres du Québec (j'ai quand même droit à 30 erreurs pour réussir), confirmant mon statut d'être inférieur qui à tout à gagner à être dirigé vers la Lumière par Leurs Majestés Nos Élités formées aux States.

Cet article vise à laisser croire qu'il existe une mauvaise volonté générale de faire de nos universités des «mauvaises» institutions, alors que le problème est du côté de notre manque de volonté à se prendre en main. «Il faut baisser les impôts pour que je puisse m'acheter une plus grosse TV plasma. Pour y arriver, il faut minimiser les dé-

penses inutiles: la solidarité sociale, l'éducation des pauvres, l'accessibilité au logement et à la santé, bref tout ce qui permet aux êtres inférieurs de survivre et qui leur donne les moyens, la possibilité d'améliorer leur sort.» Aussi bien arrêter l'hypocrisie et leur dire clairement qu'on aimerait mieux les voir morts...

Les universités font ce qu'elles peuvent avec les moyens qu'elles ont. Et ce n'est certes pas en doublant les frais exigés aux étudiants qu'on y arrivera (faisant passer à près de 40% de leur revenu le montant demandé pour étudier: 4000\$ pour 2 sessions / 10 000\$ de revenu annuel). Ces montants ne représentent rien sur le budget d'une université, mais sont énormes pour un étudiant. Pendant ce temps, la part de la contribution gouvernementale diminue.

Cette situation n'est qu'un exemple du mépris de l'étudiant qui m'a poussé à l'une des décisions les plus importantes de ma vie: décrocher. Non, je ne ferai pas de doctorat. Même si j'en serais fort capable. Pas au prix que ça me coûte. Pas aux prix de continuer les emplois à temps partiel jusqu'à 30 ans, pour que mon salaire paie les écrans plasma des nouveaux exemptés d'impôts. Pas au prix de faire rire de moi encore 4 ou 5 ans en me faisant imposer continuellement de nouveaux frais tous plus farfelus les uns que les autres.

La qualité de la formation? Quand tu veux apprendre, tu apprends. Les profs - et les chargés de cours aussi - nous lancent 1001 pistes de réflexion pendant les cours. Les textes remis en classe, la bibliographie exhaustive des plans de cours donnent à l'étudiant tous les outils dont il a besoin pour approfondir les thèmes qu'il souhaite approfondir.

Mais si tu ne penses que «performance» et «notes», c'est toi-même qui limites tes horizons. Allez, vas-y! Lève ta main et demandes-y au prof: «Ça va tu être à l'examen?» Non?! Tant mieux pour toi! Tu n'es pas obligé de le lire, ce texte-là!

C'est juste du pelletage de nuages, de toute façon. Ça ne te rapportera pas 5 cennes.

Quand on veut apprendre, on apprend. Le problème, comme le soulevait un autre intervenant, c'est que pour survivre, et espérer ne pas avoir 40 000\$ de dettes à 25 ans, un étudiant doit passer ses soirs et fins de semaine à occuper des emplois minables qui non seulement lui abrutissent l'esprit, mais ne lui permettent pas de consacrer le temps nécessaire à une vraie réflexion et compréhension de la matière qu'il apprend.

Autrement, du moins dans mon cas, l'éducation reçue est riche. Sauf bien sûr si on s'en tient seulement à ce qui est «important pour l'examen», pour les notes, pour la bonne job plus tard.

On pourrait continuer longtemps sur le mépris de l'étudiant, qui au fond relève d'un phénomène plus large, celui de la «dé légitimation» des mouvements sociaux et initiatives populaires. Quand une université tente soudainement de ne plus reconnaître la légitimité des associations étudiantes, pour ensuite demander à la Cour supérieure de criminaliser le mouvement, c'est qu'il y a un grave problème. «Écoutez les dirigeants, en haut, ce sont eux qui ont raison. Pour le reste, taisez-vous.»

Quand on ridiculise la construction concertée du plan de cours à l'UQAM entre le professeur ou le chargé de cours et les étudiants, on méprise notre intelligence. Que cherche-t-on à présupposer? Que les étudiants vont tout faire pour diminuer les exigences du cours pour qu'il soit plus facile? On méprise vraiment notre intelligence. Demander à ce que soient précisés certains critères de correction, suggérer un meilleur calendrier d'évaluation ou demander s'il ne serait pas pédagogiquement pertinent que telle théorie soit vue avant telle autre pendant la session, c'est de l'enfantillage inutile, vraiment?

Ce sont les mouvements sociaux qui construisent le monde. Leur existence et leur vitalité sont ce

qui rend la démocratie vivante et productive. C'est la façon dont les citoyens expriment leurs préférences, au-delà du vote à tous les quatre ans.

Reconnaître un mouvement social, c'est reconnaître l'apport constructif d'une certaine tranche de

L'éducation avec un grand F..., par Myriam Labelle, Étudiante en sciences humaines, Collège Lionel-Groulx

Je suis étudiante en sciences humaines. Dans quelques semaines à peine, j'aurai terminé mon cégep. Et dans quelques mois, je rentrerai à l'université.

Pour moi, cette étape de la vie est excessivement importante. Je vois l'université comme un éveil. L'éveil de l'esprit, plus précisément.

Avant même de faire le choix de mon programme d'études universitaires, j'ai longtemps angoissé. Je me demandais si l'université était vraiment faite pour moi. J'avais peur de ne pas avoir les capacités requises pour être capable de continuer mon cheminement intellectuel. Pendant quelques temps, j'ai songé à interrompre mes études pour partir en voyage et ainsi acquérir une expérience qui m'aurait permise de développer ces mêmes capacités. À force de discussions avec des amis et des professeurs, j'ai décidé de me lancer malgré mes doutes et mes angoisses.

la société à la progression de celle-ci. Les femmes, les travailleurs, les étudiants, les communautés culturelles. Chercher à les délégitimer, c'est les mépriser.

Le mépris des étudiants aura eu raison de mon parcours scolaire, ininterrompu depuis 20 ans.

J'ai foi en l'éducation et c'est la raison qui m'a poussée à continuer mon cheminement scolaire. Lorsque je vois à quel point l'éducation semble être mise de côté, je ne peux m'empêcher de perdre peu à peu espoir en notre système.

Aujourd'hui, toutefois, j'ose encore croire que l'université va être en mesure de m'apporter ce que je recherche. Je refuse de sombrer dans une attitude défaitiste qui ne ferait qu'envenimer l'état des choses. Par contre, je crois que les changements qui sont en train de s'opérer dans le domaine de l'éducation ne vont pas dans le sens du progrès.

Avant tout, j'espère que des solutions vont être apportées pour régler les problèmes auxquels fait aujourd'hui face l'éducation (réforme scolaire, sous-financement, «usines à diplômés», etc.).

Je ne crois pas parler en mon nom seulement lorsque je dis que l'éducation, au Québec, doit

devenir une priorité. L'éducation est loin de seulement servir à gober une part du budget national. C'est d'abord et avant tout un projet de société qui doit permettre à cette dernière d'évoluer dans un sens qui lui soit favorable. C'est aussi un investissement dans les générations présentes et futures.

Je le mentionne encore une fois, je CROIS en l'éducation et je suis prête à me battre pour elle. J'ai envie d'apprendre et de connaître et j'estime que c'est un cadeau immense que de pouvoir penser de manière critique. C'est un cadeau que je souhaite à tous et chacun d'avoir et c'est un cadeau que je souhaite à mes enfants. Mais pour cela, notre système d'éducation doit s'améliorer, et ce, dès aujourd'hui.

Renseignez-vous ailleurs qu'en science politique et communication

Je suis étudiant à l'UQAM en actuariat.

Tout d'abord, l'entente d'évaluation qui consiste en un contrat entre le professeur et les élèves consistent à fixer les dates d'examens ainsi que les dates de remises des travaux. Ce n'est pas vrai que nous, les étudiants, avons un pouvoir de négociation car si on tente de faire changer cette entente d'évaluation afin d'y enlever un examen, le professeur dis non (habituellement dans nos cours en actuariat), aucune entente alors on reste avec l'entente d'évaluation initiale, c'est-à-dire celle décidée par le professeur, on signe et voilà c'est fini.

Deuxièmes, les moyennes de cours, nos moyennes de cours se situent habituellement entre 40 et 60%, du moins pour les cours propres à notre programme. Ce n'est donc pas vrai que tout le

monde est assuré de passer à l'UQAM. Ensuite vous nous avez parlé du BAC de science politique, BAC dans lequel presque la moitié de la session a été «annulé» à cause de la grève.

C'est certain que certains programmes sont plus «facile» que d'autres ainsi que certains cours et c'est normal. Je crois que ce n'est pas tout le monde qui possède la même intelligence, la même capacité à réfléchir, à comprendre, à analyser, commenter ou peu importe le domaine. Et il faut qu'il existe des programmes fait pour eux. Certains ont du talent en art, d'autres en mathématique, d'autres en communication et etc., tous ces talents font appel à une sorte d'intelligence qui les favorise dans certains cours. Par exemple, en actuariat, on a 2 cours commun avec le BAC en économie, on détruit les moyennes c'est certain,

on a de la facilité en mathématique et un plus gros bagage mathématique que les étudiants du BAC en économie.

C'est certain que mon point de vue est biaisé, je prêche pour ma paroisse (i.e. les math et l'actuariat) mais en bout de ligne ce que je veux dire c'est que ce n'est pas tous les cours qui ont une moyenne de 80%, ce n'est pas vrai que les étudiants ont un pouvoir de négociation sur ces examens à moins que le professeur ne sache pas tenir son bout. Vous avez outrageusement généralisé, mis tous les programmes de l'UQAM dans un même plat, en plus en nous comparant à des BAC en science politique et communication qui ne sont aucunement représentatif.

Des usines de diplômes..., par Anne-Marie

Je suis une étudiante de 3e année de l'Université d'Ottawa en Faculté de Science. Je dois vous avouer que le fait d'augmenter les moyennes générales de TOUS les cours afin d'avoir une meilleure cote en tant qu'université est la réalité de nos jours malheureusement. Personnellement, je n'ai aucun cours qui n'ont pas été surévalués afin de faire mieux paraître soit l'enseignant, soit l'université. Je suis en Biopharmaceutique avec des étudiants qui font présentement leur demande en médecine mais d'où leurs notes ne les représentent guère!

« Prenez les plus prestigieuses facultés du Canada, dit-il. «Osgoode Hall, à Toronto: 828 étudiants. Université of Western Ontario: 498. L'Université de Toronto: 585. Et on parle ici d'universités où convergent des étudiants de partout au Canada. Pendant ce temps, au Québec, nos facultés comptent entre 1200 et 1500 étudiants, alors qu'il y a 10 ans, chez nous, on en avait moins de 700. Quand t'admettes tant de joueurs dans tes facultés, tu t'éloignes nécessairement beaucoup des Sidney Crosby de ce monde»

Ce n'est pas tant le nombre d'étudiants en classes qui font de l'école plus prestigieuse qu'une autre, c'est la manière dont les notes sont attribuées! Ne pensez surtout pas que les « meilleures » institutions scolaires influencent les notes positivement grâce à aux nombres d'étudiants ou aux professeurs. La majorité des professeurs, de mon uni-

versité toujours, sont très bons dans ce qu'ils font comme recherche(s) mais ils ne sont qu'enseignants à temps partiel pour la majorité puis ils ne sont jamais présents ou ils n'ont jamais le temps de nous aider au travers de nos études. Alors, dans ce cas, comment voulez-vous que les étudiants réussissent à un taux hors de l'ordinaire? Ce que je trouve encore plus pitoyable de nos fameux systèmes scolaires, c'est que ils nous font tout apprendre par cœur la matière théorique de chaque cours puis ils s'attendent à des moyennes d'environ 85%. Mais la réalité est que plus tard, sur le marché du travail (si on s'y rend), nous aurons droit à TOUT le matériel qui nous sera nécessaire afin d'entreprendre soit un projet de recherche, une opération, un diagnostic, etc. Je dois avouer qu'il est IMPOSSIBLE de tout apprendre par cœur nos cours théoriques et de terminer avec une moyenne de 100% dans chaque cours! Soyons honnête, qui est cette personne parfaite qui se rappelle de tous les petits détails appris à l'école? De plus, nos études nous coûtent tellement cher puis notre gouvernement nous aide si peu que nous n'ayons pratiquement pas le choix de travailler en même temps que l'école afin de subvenir à nos besoins... à moins d'avoir des parents avec les moyens de nous aider. Le temps que nous devons consacrer à notre emploi à temps partiel nous oblige à négliger l'école et donc nos notes en sont direc-

tement affectées. Il n'est alors pas étonnant que les étudiants ne réussissent pas aussi bien que les autres le croient!

«À l'UQAM, au département de communication, avant même le premier examen, avant même le premier travail, les étudiants savent déjà comment ça va finir: par une moyenne de groupe qui «devrait normalement se situer entre 83% et 89%», dit la consigne du département remise aux étudiants en début de session et qu'approuve la haute direction de l'UQAM. Au prof de «normaliser» en conséquence. «

Il est faux de seulement pointer l'UQAM à ce sujet d'augmentation des notes puisque TOUTES les universités le font pour avoir un rendement meilleur!

« Au surplus, à l'UQAM, les étudiants sont appelés à voter chaque plan de cours. Ils refusent tout examen et ne veulent que des travaux d'équipe? Soit. Tant que la majorité est d'accord. «

Honnêtement, aucune technique d'enseignement est la meilleure malheureusement puisque certaines personnes sont visuelles (alors ce sont elles qui excelleront au niveau pratique du domaine) tandis que d'autres sont auditives (alors ce sont elles qui excelleront au niveau théorique). Comme n'importe quel sujet, et il n'y aura jamais une solution miracle et parfaite!

Qualité des diplômes universitaires, par Martin Lebeuf, Étudiant en génie chimique, 51e promotion

Après avoir lu rapidement vos articles concernant les universités québécoises, je dois dire que malheureusement, je suis plus que d'accord. Même en génie, où les diplômés auront éventuellement, dans leur vie professionnelle, des décisions importantes à prendre (concernant la sécurité de la population, entre autres), obtenir le baccalauréat est trop facile.

Nous avons de nombreux chargés de cours, dont une bonne partie est loin de maîtriser la matière qu'ils 'enseignent'. On apprend peu, mais au bout du compte, presque tous les étudiants ont des bonnes notes (ajustées artificiellement pour avoir des moyennes de A et pour qu'ainsi, les étudiants puissent éventuellement avoir plus de chance d'obtenir des bourses et de faire une maîtrise, voir un doctorat, à cette même université).

Tout est fait pour accepter le plus d'étudiants possible, même si ceux-ci n'ont pas toujours les aptitudes requises. Pour que l'université reste accessible à un aussi grand nombre d'étudiants, ce sont ces étudiants qui devraient avoir à fournir des efforts supplémentaires constants, pas que les critères d'aptitudes et de compétences soient abaissés (comme c'est présentement le cas).

Usines à diplômés, vraiment?, par Pierre Tadros, Mont Saint-Hilaire

Les textes de Ballivy et Leduc m'interpellent énormément. D'abord, étant diplômé de l'UQAM en sociologie à la fin des années 90, je peux assurer que, somme toute, l'enseignement reçu au baccalauréat fut tout à fait exigeant et formateur. Bien entendu, particulièrement au premier cycle, cela s'accompagnait du fait qu'il fallait parfois (souvent) faire des choix de cours en fonction des forces des enseignants et enseignantes. Mais les plus anciens et autres professeurs avec qui l'on tissait des liens pouvaient nous aider à bien nous orienter. Quant à la complaisance (à ne pas confondre avec la compréhension), je n'en ai

jamais été témoin et j'étais pourtant un étudiant fort engagé dans mon milieu académique. Ensuite, au niveau de la maîtrise, les séminaires et autres cours n'étaient franchement pas donnés et offraient une qualité de réflexion de très grande qualité. Selon ces articles, plus rien de tel (sauf pour la CRÉPUQ). Les exemples cités ont de quoi, pour le moins, faire lever le sourcil. Quant à la tendance remarquée aux meilleurs taux de fréquentations et de diplômés possibles, c'est vrai, elle était déjà observable il y a quelques années. Mais pas à n'importe quel prix. Ceci dit, faut-il s'en étonner considérant que les universités sont financées sur ces bases?

Néanmoins, je suis très perplexe face à ce portrait qui nous présente une épouvantable dégradation de la formation dans le domaine des sciences sociales. Ma génération de diplômés dans ces domaines se débrouille assez bien sur le marché du travail. Celle qui sort présentement semble aussi bien tirer son épingle du jeu, particulièrement comme professionnels dans la fonction publique où l'on recherche une bonne qualité de réflexion et une méthode d'analyse efficace. Y a-t-il des études qui évaluent le « senti » du laisser-aller décrit dans ces articles? Est-ce si grave?

Et le cégep n'est quère mieux, Mathieu Bernier, Étudiant en sciences humaines

Je suis étudiant depuis maintenant deux ans dans un cégep en région. Je dois malheureusement constater session après session que le cas n'est guère mieux au cégep. Je reçois chaque jour des cours d'une simplicité remarquable et pour lesquels il est commun de se voir attribuer la note de 100%. La situation est inacceptable et les raisons sont multiples. Le système d'éducation québécois actuel n'est qu'une belle utopie ou l'ont souhaite former de grands penseurs. J'insiste sur le mot souhaiter car nous y arrivons que très rarement. Il est en effet difficile d'apprendre sur le monde ou encore d'apprendre à poser un regard critique lorsque les critères d'évaluation de vos enseignants frôlent le ridicule. Voir des moyennes de 99% lors de travaux ou encore voir 80% des points attribués sur la forme, ne laissant que 20% au contenu. Essayer d'apprendre à des jeunes adultes l'importance des opinions et des idées, lorsque qu'ils sont assurés de recevoir, peut importe la qualité du travail des notes franchement élevées ou encore que leur argumentation ne comptera que pour 20% de leur travail. Par-dessus le marché, lorsque vous vous voyez attribués la note parfaite, vous vous faites répondre, lorsque vous demander les critères d'évaluations que : « ah! Bin c'était bin bon, t'as toute faites s'qui fallait. » Tout

est remis dans les mains des professeurs de philosophie, qui doivent apprendre à des élèves en sciences humaines, supposé faire partie de l'élitisme de la société, à avoir un raisonnement adéquat. Les critères d'évaluation ne sont pas suffisamment élevés, les exigences trop basses. En plus la réforme s'en vient! Des jeunes qui sont assurés de réussir chaque année et s'attribuent leurs propres notes. De quoi auront l'air nos universitaires dans 20 ans? L'ajout d'un sixième secondaire pourrait compenser pour ces ratées du système. Des cours comme la philosophie, les statistiques, l'économie pourraient constituer un programme pour une année supplémentaire en ajout au cours de bases, français, mathématiques, anglais. Je propose cela puisque aujourd'hui, les étudiants des cégeps perdent leur temps ou sont mal préparés à ce qui les attend. Des cours sur la méthodologie ou encore les statistiques devraient être appris au secondaire. Pourquoi nos programmes pré universitaires sont remplis de gens qui ne savent même pas calculer un produit croisé? La glorification des centres de formation professionnelle y tient également un rôle important. Tout au long de mon secondaire moi et mes collègues avons reçu le même discours sans arrêt : les DEP sont aussi rentable que les BAC et vous

n'avez pas à payer d'études! Vous devenez un monstre totalement stupide lorsque vous souhaitez faire des études supérieures. Chaque année la même histoire, chaque année, des jeunes pleins de potentiels s'embarquent dans des cours certes pratiques, mais dans un domaine pour lequel il existe un BAC. La société perd ainsi beaucoup de potentiel. Il est facile de dire que le jeune fait le choix qui lui tente dans le domaine qu'il veut selon ses intérêts, mais ces domaines sont accessibles par l'université et leur travail est nettement plus bénéfique après un BAC. Je vois l'avenir de façon très négative. Je ne vois pas le bout de tout cela, les universités se vident, l'éducation est de moindre qualité, et nous formons de plus en plus des machines à salaires, payeurs de taxes, plutôt que des esprits. Suis-je idéaliste? Peut-être, mais je rêve de vivre dans un état où les esprits dominent, ou les idées sont plus importantes que tout. L'éducation gratuite semble attrayante pour attirer plus de jeunes à l'université, mais à quoi cela sert si on ne les éduquent pas adéquatement? Le mauvais financement des établissements d'études post-secondaire est en partie dû au gel des frais de scolarité. Bref, je dois terminer ainsi, car le devoir m'appelle, je dois aller m'abrutir, les cours commencent.

J'ai lu avec intérêt vos articles sur les universités au Québec. Je suis étudiant à l'École de technologie supérieure et je dois avouer que vos articles traduisent EXACTEMENT ce que je pense de la formation que je reçois depuis 2 ans.

Pour bien expliquer ce que je pense, je dois premièrement revenir à la base de mon cheminement. Ayant terminé mon DEC en génie mécanique au cégep du Vieux-Montréal, j'ai décidé de poursuivre mes études universitaires. J'ai donc été visité l'ÉTS lors des portes ouvertes au mois de février. Lors de ces portes ouvertes, des étudiants du moment nous faisaient visiter le locaux de l'École. Nous passions par les machines-outils de haute précision à la fine pointe de la technologie et par des laboratoires d'analyse des matériaux encore plus technologiques. Les étudiants laissaient sous-entendre que nos cours seraient axés sur l'utilisation de tels outils et que le côté « pratique » acquis lors de notre formation collégiale serait reporté dans nos études universitaires puisque l'École a été créée avec l'idée de fournir

aux gens qui terminaient le DEC la possibilité de devenir ingénieurs sans devoir faire tous les cours de science nature par un cheminement particulier. J'ai donc commencé ma formation à l'ÉTS à l'automne de l'année suivante et j'ai alors découvert la fausse représentation que l'ÉTS propage depuis bientôt 10 ans. Je parle de l'École depuis qu'elle est déménagée sur la rue Notre-Dame puisqu'avant, elle n'avait pas le « syndrome de pépinière » comme dirait notre chère ministre. L'école construit des pavillons et des résidences étudiantes à vitesse grand V pour accommoder de plus en plus d'étudiants puisqu'elle a besoin d'argent pour financer la construction de ses pavillons. Le résultat de la démultiplication des cours est simple, les chargés de cours sont de moins en moins compétents. N'importe quel étudiant à la maîtrise

ou au doctorat qui est intéressé à enseigner y est invité. Je ne vois pas l'utilité de me présenter dans un cours où la personne qui enseigne a le même âge que moi et à peine 45 crédits de bac de plus... en fait, nous aurions pu suivre des cours ensemble si nous avions choisi le même groupe... Une autre partie importante de la diplomation à l'ÉTS est le régime coopératif où les étudiants ont 3 stages rémunérés à faire pour obtenir leur diplôme. Ce service de l'École devrait plutôt s'appeler le service des horreurs puisqu'on ne peut passer une session sans entendre quelqu'un qui fait un projet d'équipe avec nous raconter ses déboires. À titre d'exemple, un ami à moi s'était engagé avec une compagnie pour faire son troisième et dernier stage, qui avait été fourni par le service des stages. Il s'est rapidement rendu



compte que le stage ne correspondait absolument pas à la description initiale et il contacta donc la personne responsable de son dossier au service. Le coordonnateur de son stage lui a dit : « Écoute le jeune, c'est un de nos plus gros fournisseurs de stage, tu finis ton stage et c'est tout. » Lors de la rédaction de son rapport de stage, dans la case :commentaire sur le service offert, il inscrit de manière très polie et diplomatique qu'il n'avait pas reçue le support nécessaire de son employeur et de son coordonnateur de stage. Il reçut un téléphone quelques jours plus tard de ce même coordonnateur qui lui donnait 2 options : tu retires ton commentaire ou tu coules ton stage et tu dois en refaire un autre. (Puisque les commentaires sont lu par les futurs fournisseurs de stage, aucun commentaire négatif ne devrait apparaître dans les documents). Il dut retirer son commentaire pour obtenir son 3e stage et par le fait même son diplôme. Il y a plusieurs autres histoires qui méritent d'être racontées, je vous invite à venir faire une visite discrète.